

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

LUNDI
2 MAI 1976

ATTENDRE 78 ! ?

Il y avait du monde, beaucoup de monde et de la couleur, samedi, entre la Bastille et l'Opéra : plus de 150 000 manifestants ! Mais cette énorme foule manquait de souffle.

Délibérément, les dirigeants des partis de gauche, Marchais et Mitterrand avaient décidé de ne pas apparaître, comme pour indiquer que le temps n'était pas encore venu de leur entrée en scène : ils attendent 1978...

C'est bien là le fond du malaise que l'on ressentait au cœur de la manifestation : elle exprimait une profonde combativité, un regain d'espoir et un indéniable sentiment de force, mais sans autre perspective politique qu'une longue attente. La présence des entreprises en lutte, des immigrés, des femmes, des soldats, le rassemblement au coude à coude de tous ceux qui accusent et combattent un régime minoritaire, auraient du déboucher sur une même conviction créée à l'unisson : finissons-en avec ce gouvernement d'exploitation et de répression ! Dehors Giscard !

Mais le refus, de la part des partis socialiste et communiste, d'avancer une réponse politique immédiate, s'est aussi traduit par l'absence de mots d'ordre unificateurs, qui auraient pu servir de points de ralliement et contribuer à la centralisation des luttes en cours. Ni les 2 000 F de salaire minimum, ni le retour immédiat aux quarante heures et l'exigence de la semaine de 35 heures ! Ni l'échelle mobile des salaires, ni les nationalisations sous contrôle ouvrier ! Aucun axe revendicatif en un mot, n'émergeait.

Devant ces énergies dilapidées, on ne peut que regretter davantage l'opportunisme et l'aveuglement des groupes d'extrême-gauche.

L'ampleur du cortège LCR à Paris, malgré la division de l'extrême-gauche, montre qu'une telle démarche répondait à un réel besoin. Sans parler de ceux qui ont participé le matin à la manifestation de division de Force ouvrière (sans éprouver le besoin de s'en expliquer), on doit constater la contradiction de groupes comme le PSU ou Révolution ! Leurs militants étaient d'accord pour participer au cortège unitaire étudiant, aux cortèges syndicaux, au cortège femmes et pour soutenir l'apparition des soldats l'après-midi. Mais ils ne jugeaient pas utile de constituer un cortège unitaire des révolutionnaires. Les premiers pour ne pas compromettre leurs avancées en direction de l'Union de la Gauche, les seconds pour ne pas « coller » aux syndicats ?

Il ressort, en attendant, que la seule participation à la manifestation syndicale sous forme de « cortèges de lutte » ne suffit pas à donner la réplique nécessaire aux directions réformistes et à les interpeller sur la question cruciale du lien entre les mobilisations en cours et leur débouché politique central.

Daniel Bensaïd

150.000 MANIFESTANTS A PARIS

● *Marchais et Mitterrand ont déclaré forfait* lire pages 4,5 et 6



● *300 soldats sous les banderolles des Comités*

Métro Montmartre. Protégés par la manifestation qui continue jusqu'à l'Opéra, les soldats s'engouffrent dans la station. Des militants bloquent les accès derrière eux, et, au nez et à la barbe des flics de la Sécurité militaire qui rôdaient depuis un moment, les soldats troquent l'uniforme pour des vêtements civils avant de se refondre dans la manifestation. Ni vus, ni connus. (Photo Rouge)

La Maman ou la Putain

« Les bobonnes à la maison », « Les gosses de putes on s'en fout »... Dans les insultes sexistes des militants du service d'ordre de la CGT barrant le chemin au cortège des femmes à Paris et à Toulouse, tous les clichés de l'idéologie dominante : la maman ou la putain, tout aussi méprisées, tout aussi inaptes à faire de la politique. Seule réponse aux femmes qui luttent : des voix mâles pour couvrir nos chansons et nos mots d'ordre, des gros bras pour casser nos panneaux, arracher nos banderoles : la virilité au service du stalinisme.

Femmes, nos luttes changent la vie entière, nous saurons les imposer.

NT

● *Liban : l'élection présidentielle est repoussée*
Les combats reprennent

lire page 3

● *La lutte des Griffet continue à Marseille*

lire page 7

Le président de la République italienne dissout le Parlement

LA FIN SANS GLOIRE DU DERNIER GOUVERNEMENT DEMOCRATE-CHRETIEN



lire page 2

SNES-SUP ET UNEF RENTRENT EN COURS

Nous apprenons ce soir que l'UNEF et le SNESup appellent désormais à la reprise des cours dans les universités, en violation de l'appel à la grève générale de la coordination du 28 avril. Ils considèrent ainsi les quelques lentilles que le gouvernement a concédé comme des « acquis à consolider »... Leurs moyens : pas de grève générale de l'université, mais des grèves d'une journée ou d'une demi-journée...

Les étudiants en grève, eux, ont repris les 5 et 6 mai pour la coordination nationale.

Après l'apparition d'un témoin de dernière minute au procès Goldman LA CRIMINELLE CHERCHE-T-ELLE UNE CONDAMNATION A TOUT PRIX ?

Quelle sera la valeur du témoignage d'Albert Bender qui est attendu à la barre ce matin ? Quelles en seront les conséquences sur la suite du procès ? Telles sont les questions qui se posent à la suite du nouveau coup de théâtre survenu vendredi tard dans la soirée

alors qu'on semblait s'acheminer vers la fin des débats portant sur les faits.

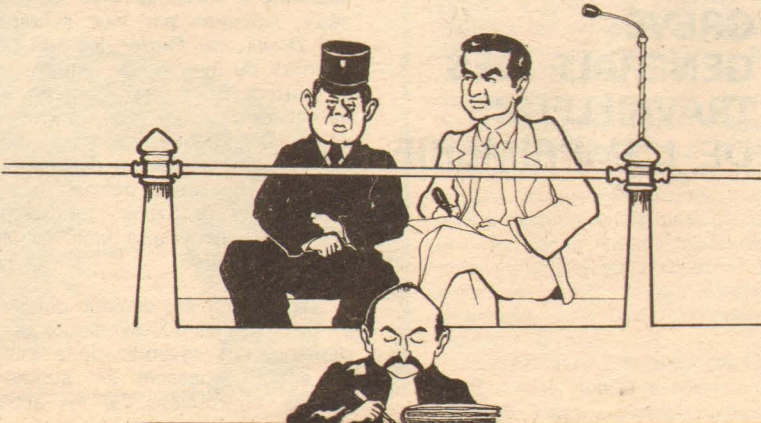
Le président venait d'ordonner une suspension d'audience. Chose inhabituelle, celle-ci ne devait reprendre qu'une heure plus tard alors que les rumeurs les plus variées couraient le

prétoire. On sut bientôt la raison de ce retard : le président venait de recevoir une lettre d'un nommé Albert Bender qui déclarait, de sa prison d'Angers, connaître l'assassin du boulevard Richard-Lenoir ainsi que le nom de X 2, l'indicateur qui avait dénoncé Pierre Goldman. Questionné, ce dernier devait reconnaître avoir rencontré Bender en prison en 1970 ou 1971 et lui avoir montré une copie de son dossier. Bender, sceptique quant à l'innocence de Pierre Goldman, lui aurait proposé de faire disparaître grâce à des amis les armes du crime, proposition que Pierre Goldman, innocent et donc dans l'ignorance de l'endroit où elles étaient, n'aurait pas relevée.

On peut se demander quelle est la signification de ce témoignage de dernière minute. Est-ce celui d'un homme qui désire rompre la monotonie de la prison (il vient d'être condamné par les assises de la Sarthe à

huit années de réclusion criminelle) ou bien celui d'un « mouton » que la police manipule en échange d'une promesse d'une remise de peine ou d'arrêt de poursuite ? Le fait même que Bender ait envoyé son offre de témoignage à la Cour d'assises et non à la défense semble indiquer qu'il s'agit d'un témoignage d'accusation contre Pierre Goldman. Pourquoi aussi Bender se fait-il connaître si tard, à la fin d'un second procès semblant évoluer favorablement pour Pierre Goldman ? Pourquoi n'a-t-il rien dit lors du premier procès de décembre 1974 ? Est-ce parce qu'à cette époque la condamnation de Pierre Goldman semblait plus certaine et qu'une manœuvre de dernière minute s'avèrait inutile ? Ou bien parce que Bender, qui semble avoir été en liberté durant cette période, a recueilli depuis de nouveaux éléments ? Si c'est le cas, qui les lui a donnés ?

lire page 12



ITALIE

Avec la dissolution des chambres

LA CRISE DU REGIME EST OUVERTE

Le président de la République Leone a annoncé samedi soir la dissolution des Chambres (Parlement et Sénat) après l'échec du débat parlementaire ouvert, mercredi passé, par Aldo Moro, dernier Premier ministre du dernier gouvernement démocrate-chrétien.

« Ce n'était pas la peine de convoquer le parlement pour entendre des choses comme cela » déclarait, jeudi, le président du groupe parlementaire libéral. Tous les autres partis critiquaient très durement le discours de Moro, le présentant plus comme une plate forme électorale de la DC que comme un programme de gouvernement.

En fait, le Premier ministre n'a même pas demandé un vote de confiance pour confirmer son gouvernement, tant son isolement est apparu clairement avant même l'ouverture du débat parlementaire. Les socialistes et les communistes avaient fait savoir qu'ils voteraient contre le gouvernement; les sociaux-démocrates avaient annoncé qu'ils s'abstiendraient; les néo-fascistes, eux-mêmes, s'étaient prononcés pour des élections anticipées. Ne restaient donc que des groupuscules bourgeois comme le Parti républicain et le Parti libéral, dont l'appui n'était pas suffisant pour envisager de gouverner jusqu'en 1977. Dans l'impossibilité de mettre sur pied une nouvelle coalition, la Démocratie-chrétienne se voyait trop isolée pour former un autre gouvernement minoritaire.

Si les socialistes ont, depuis le début de la crise, maintenu leur politique d'opposition à la

Démocratie-chrétienne, la direction du PCI, quant à elle, a eu à faire face à de violentes protestations dans ses propres rangs contre son attitude des plus modérées. Ce qui explique son durcissement des derniers jours.

La prolongation de ce débat parlementaire inutile aura seulement permis de gagner du temps pour mettre un peu les affaires en ordre entre les différentes tendances de la Démocratie-chrétienne. Il ressort à l'évidence, d'après le ton du discours de Moro, et sa volonté, à peine masquée, de mettre fin à son gouvernement, que la tendance droite de Fanfani a emporté le morceau et que la campagne électorale sera menée sous son égide.

Mais le délai aura également été mis à profit pour tenter de régler les contrats collectifs en cours de renouvellement. Les dernières propositions faites par le patronat de la métallurgie et acceptées tacitement par les directions syndicales, avaient été violemment rejetées par les travailleurs il y a dix jours. On annonce que, samedi, un nouvel accord est survenu entre patronat et syndicats à Rome. Il devra être présenté aux travailleurs en début de semaine.

Enfin ce report des échéances aura également permis de repousser le plus tard possible la date des élections (le 20 ou le 27 juin) pour qu'elles coïncident pratiquement avec le début des vacances. On semble se souvenir qu'en 1936, en France et en Espagne, les mouvements de grève générale avaient éclaté après la victoire de la gauche aux élections!

Anna Libera

UNE FIN SANS GLOIRE

38 gouvernements en 30 ans. C'est une façon comme une autre de tirer un bilan politique de la Démocratie-chrétienne, parti au pouvoir depuis la fin de la guerre. Mais la valse des gouvernements, qui s'est accélérée au cours des six dernières années, reflète à sa manière les modifications qui se sont opérées dans l'équilibre entre les classes et la difficulté de maintenir un système d'alliances suranné dans un contexte de polarisation sociale aiguë.

Le « 15 juin »
a encore frappé!

On peut dire que l'arrêt de mort du système de gouvernement de la DC a été signé lors des élections administratives du 15 juin dernier. On avait assisté à un fort déplacement des voix vers les partis ouvriers (33,4 % pour le PC et 12 % pour le PS); la DC, avec 35,4 % des voix gardait tout juste la majorité relative.

Ce vote massif en faveur de la gauche, qui ne s'était pas manifesté lors des élections législatives de 1972, reflétait la radicalisation qui s'était effectuée dans des secteurs périphériques de la classe ouvrière et des couches petites-bourgeoises (une sorte de « deuxième vague » après la grande montée ouvrière de 1969). Travailleurs des petites entreprises, employés, enseignants, paysans se tournaient maintenant vers les principales organisations ouvrières. L'organisation des chômeurs et du sous-prolétariat napolitains est, en quelque sorte, un exemple: alors qu'en 1970, à Reggio de Calabre, les fascistes étaient capables de canaliser le mécontentement des sans-emplois, à Naples, quelques années plus tard, les

chômeurs s'organisent par milliers dans un syndicat rattaché aux syndicats ouvriers et cherchent une solution à leur situation dans une lutte anticapitaliste résolue. On pourrait donner un autre exemple avec la radicalisation des sans-logis qui a suivi la même voie.

Le vote du 15 juin était également un signe de la maturation politique de la classe ouvrière: après 5 années de luttes revendicatives dans les entreprises, elle se rendait compte qu'on n'en finirait avec les attaques patronales que par un changement politique d'ensemble. C'est ce qu'elle disait en votant massivement pour le PC, sans que cela signifie pour autant une adhésion passive aux propositions de celui-ci.

Les espoirs de la droite
s'envolent

Tout espoir de restauration à droite du pouvoir de la bourgeoisie s'envolait dès lors en fumée. La campagne électorale de la DC, marquée du sceau de l'anti-communisme de Fanfani, la laissait tout juste premier parti du pays. Elle remplaçait Fanfani par le « progressiste » Zaccagnini à la tête du parti et tentait de relancer un gouvernement de centre-gauche. Mais la vieille recette, qui s'était montrée incapable de promulguer la moindre réforme par le passé, ne pouvait plus servir au moment où des changements radicaux s'imposaient. Cette profonde crise politique survenait en effet dans un contexte de marasme économique sans précédent et de combativité retrouvée de la classe ouvrière. Et quand le bateau prend l'eau, de tous bords les choses se précipitent. Des secteurs des petites et moyennes en-

treprises se sentaient irrésistiblement attirés par le PC; des secteurs toujours plus larges du grand patronat industriel considéraient la DC comme un outil rouillé qui ne servait pas à grand chose.

Instrument rouillé, certes, mais seul instrument de la bourgeoisie. En l'absence d'un personnel politique de rechange, il fallait donc composer avec ce qui existait. Et cela devenait de plus en plus difficile avec la pluie de scandales qui commençait à tomber à l'automne et surtout l'érosion de la base sociale de la DC qui se manifesta, une nouvelle fois, par le passage du Parti socialiste à l'opposition, provoquant la chute du gouvernement Moro le 7 janvier.

L'agonie commençait dès lors pour un parti qui n'avait plus la force ni les moyens d'imposer une solution de droite à la crise économique (mesures économiques anti-populaires, renforcement de l'appareil d'Etat), et qui ne pouvait pas non plus envisager une alliance, sous une forme ou sous une autre, avec le Parti communiste. Sa politique est en effet de plus en plus déterminée par sa droite, comme on le vit lors de son congrès avec son rejet catégorique de tout compromis avec le PC et comme on le vit lors de la bataille sur l'avortement quand elle vota avec les néo-fascistes.

Et c'est encore la droite du parti qui a poussé à la démission du gouvernement Moro et aux élections anticipées (sans même craindre un éventuel passage à l'opposition). Elections qu'elle prépare sous le signe d'un regroupement des forces de droite (qu'on appellera certes « démocratiques » pour les besoins de la cause électorale).

A.L.

TRIBUNE Internationale

EN ARGENTINE RESISTE L'AMERIQUE LATINE

Le 24 mars s'est produit en Argentine un coup d'Etat militaire qui a renversé le gouvernement antipopulaire et proimpérialiste d'Isabel Péron. Ce coup d'Etat a mis en place un gouvernement « anti-insurrectionnel » qui a supprimé l'activité politique et syndicale; a établi des conseils de guerre et la peine de mort pour raisons politiques, a transformé les grèves en délit et a annoncé un plan économique de type libéral et proimpérialiste.

Les premières informations indiquent que le nombre des détenus politiques passait de 5000 à 8000 personnes; qu'il y a eu une augmentation des assassinats perpétrés par les bandes de l'AAA à l'encontre des activistes ouvriers et du peuple et que les 18 000 réfugiés politiques latino-américains vivaient sous un régime de « liberté conditionnelle ».

Il est évident que ce plan conduit le pays à une généralisation de la guerre civile: en ce qui concerne la bourgeoisie, parce que l'unique façon de tenter d'appliquer ce plan est de la faire avec la plus brutale des répressions face aux naturelles revendications populaires; en ce qui concerne le prolétariat, parce que ce plan est la base objective sur laquelle s'érigera, durant des années, la résistance ouvrière et populaire.

La classe ouvrière et son avant-garde révolutionnaire ont été la principale cible que visait le coup d'Etat. L'assaut répressif dans les usines a été en partie évité en raison des mesures prises par les révolutionnaires un mois avant le soulèvement. Il y a eu des détentions et des licenciements dans les usines et on a assassiné des militants ouvriers tels que Hugo Castello, dirigeant du mouvement syndical de base de Cordoba.

Le 10 avril, à Buenos Aires, est tombé aux mains de la répression, Edgardo Enriquez, fondateur du MIR et membre de sa Commission politique, dirigeant de l'héroïque résistance chilienne et membre du Secrétariat de la Junte de coordination révolutionnaire.

Edgardo Enriquez est un symbole de la révolution ouvrière et paysanne au Chili et le lutte pour la libération de l'Amérique latine. Son nom ne doit pas s'ajouter à la liste déjà longue de militants argentins et latino-américains emprisonnés dans les camps de concentration de Tucuman, Cordoba ou Buenos Aires. Il ne doit pas non plus être remis à l'ignominieuse dictature de Pinochet au Chili, où il serait torturé et assassiné comme il est déjà arrivé à d'autres chiliens détenus dans différents pays du cône sud.

La solidarité internationale par une mobilisation énergique et rapide pour sauver la vie d'Edgardo Enriquez et les autres prisonniers politiques en Argentine, doit empêcher de nouveaux crimes contre-révolutionnaires.

Aujourd'hui, à un mois du coup d'Etat, les premières grèves et de nombreuses actions révolutionnaires ont déjà commencé en Argentine. Le mouvement ouvrier et populaire et son avant-garde ont répondu avec force et maturité à ce nouvel assaut de la réaction et de l'impérialisme tout en se préparant pour mener une résistance armée et non armée, légale et clandestine, prolongée et massive.

A partir du coup d'Etat commence une période de coordination répressive encore plus étroite entre les dictatures militaires du cône sud. L'impérialisme et ses alliés perfectionnent les Système interaméricain des sécurité. Cette année, la conférence des armées américaines se tiendra à Santiago du Chili, et Kissinger ira en Argentine.

La solidarité internationale avec la résistance est stratégique et elle se trouve à l'ordre du jour. La classe ouvrière, le peuple argentin et son avant-garde, malgré les coups reçus n'ont pas été vaincus et ils se préparent à mener au bout une résistance longue et massive. Cette lutte est vitale pour la libération nationale et sociale en Amérique latine. L'Amérique latine résiste en Argentine et pour cela nous lançons cet appel à la classe ouvrière et au peuple de France, à la classe ouvrière et aux peuples du monde.

Solidarité avec la résistance ouvrière et populaire en Argentine et en Amérique latine.

Dénouement et isolement des dictatures militaires du cône sud et du Brésil.

Non à la peine de mort contre le peuple.

Actions internationales pour la vie et la libération d'Edgardo Enriquez.

Liberté pour les 8000 détenus politiques en Argentine.

Junte de Coordination révolutionnaire
MIR — MELN — ELN — ERP

MIR: Mouvement de la gauche révolutionnaire (Chili)

MELN: Mouvement de libération national-Tupamaros (Uruguay)

ELN: Armée de libération nationale (Bolivie)

ERP: Armée révolutionnaire du Peuple (Argentine)

GRECE

UNE NOUVELLE AFFAIRE « Z »

Alekos Panagoulis, député, symbole de la résistance grecque à la dictature militaire, a trouvé la mort, samedi, dans un « accident » de voiture. Tant les conditions de l'accident (la voiture qui l'a provoqué a disparu immédiatement après) que la personnalité d'Alekos Panagoulis, fondent le doute quant à la version des autorités sur sa mort. La thèse de l'accident rappelle étrangement celle développée lors du meurtre du député de gauche Lambrakis en 1963 (cf. affaire « Z »). Le fait que le député avait affirmé être en possession d'archives de l'ex-police militaire de Ioannidis et qu'il était prêt à les publier n'est peut être pas étranger à sa mort.

RFA

GREVE GENERALE DES TRAVAILLEURS DE L'IMPRIMERIE

Depuis jeudi la grève générale des travailleurs de l'imprimerie a empêché la sortie de tous les journaux. Appuyés par leur syndicat, l'IG Druck und Papier, les 145 000 ouvriers du livre et de l'imprimerie se battent pour une augmentation de salaire de 9% avec un minimum de 140 DM (260 FF). Le dirigeant du syndicat, L. Mahlein, a déclaré que la caisse de grève permettait aux travailleurs de tenir longtemps. 80% de leur salaire leur est actuellement versé.

La grève a été décidée par près de 90% des 80 000 syndiqués de la branche. Les revendications mises en avant dépassent les augmentations, approuvées par les autres

syndicats, qui prévoyaient 5% à 5,5% de relèvement de salaires. La présence d'une extrême-gauche plus importante que dans d'autres secteurs explique, en partie ce mouvement.

Le gouvernement ouest-allemand, par la voix du ministre de l'économie a dénoncé le comportement du syndicat, estimant que ses revendications n'étaient pas adaptées à la conjoncture. La social-démocratie allemande prône la concertation capital-travail, mais, en cas de litige ou de lutte ouvrière, choisit clairement son camp: celui du patronat! En gérant la crise de l'appareil économique bourgeois elle intervient contre les revendications des travailleurs.

CHINE

LA CAMPAGNE ANTI-DROITIERE S'APPROFONDIT ET GAGNE LA PROVINCE

De nouvelles « révélations » sur les activités de Teng Hsiao-ping ont été portées à la connaissance de la population chinoise. Une revue de Shanghai, « études et critiques » reproche à Teng d'avoir voulu publier une revue dans laquelle il aurait développé ses positions « révisionnistes ». Elle aurait été placée sous la direction de Hu Chiao-mu, ancien vice-ministre de la propagande limogé lors de la révolution culturelle et réhabilité l'an passé. Ce dernier aurait pris la direction d'un « bureau de recherche idéologique », dépendant du Conseil d'Etat, créé par Teng.

De plus, un « programme de travail de l'académie des sciences » aurait été mis au point par les partisans de Teng, pour modifier certaines méthodes d'enseignement et de recherche dans le but de les adapter aux besoins nouveaux de la Chine, ce qui explique peut-être le débat sur l'éducation qui a prélué au lancement de la campagne contre Teng.

« Programme révisionniste » et la campagne en province

Ce « programme » est un des trois documents révisionnistes reproché à Teng. Les deux autres sont un document intitulé : « quelques questions au sujet du développement industriel accéléré » et « l'article de 1000 mots » distribué aux unités économiques du pays et définissant les moyens de réaliser le V^e plan quinquennal. Ces directives auraient prévu l'introduction des stimulants matériels, l'application stricte de « réglemtns et règles disciplinaires » ainsi qu'une

« remise en ordre » des entreprises. Tout cela dans le but d'accroître la production.

Il est trop tôt pour savoir à quelle échelle ces directives, lancées du vivant de Chou En-lai ont été appliquées. Ce qui est probable, c'est qu'elles devaient bénéficier du soutien d'une grande partie des cadres de l'économie chinoise.

Ceux-ci semblent, en province, soumis à une forte pression de la « base ». A Kunming, dans le Yunnan, une intense campagne d'affiches se développe accusant la direction locale « d'opprimer les masses » et « d'insulter les ouvriers rebelles révolutionnaires ». Les affiches appellent à la « lutte jusqu'au bout » contre le comité révolutionnaire, accusant son président d'être « l'ennemi public des rebelles révolutionnaires ». Plusieurs affiches font état « d'incidents » sans donner plus de précision.

Cette campagne n'a pas l'air de soulever l'enthousiasme chez les cadres de la région. Un des dirigeants du comité révolutionnaire de la province expliquait qu'il ignorait les attaques portées contre les cadres de la région et qu'il n'avait « pas lu » les affiches qui s'étaient par centaines dans le centre de la ville !

Si les cadres ne défendent pas ouvertement Teng et son programme et dénoncent publiquement son « révisionnisme », ils restent prudemment dans l'expectative, au moins dans le Yunnan, attendant les résultats de la lutte qui se poursuit dans les sommets de l'appareil. Néanmoins leurs sympathies pour

les « modérés » ne semblent pas faire de doute.

La situation au sommet (Li Hsien-nien replonge)

A Pékin, depuis les manifestations de soutien aux décisions du comité central, la poursuite de la campagne « à la base » est pour le moins discrète. Par contre, la réception des représentants de la milice qui avaient « dégagé » la place Tien An Men lors des incidents par les dirigeants du PCC a permis de faire le point sur l'état du rapport de forces au sommet du parti. En effet, alors que l'ensemble des représentants de la fraction « maoïste » ainsi que le « centre » autour de Hua Kuo-feng étaient présents, aucune per-

sonnalité de la droite n'était présente. Le maréchal Yeh Chien-ying, troisième vice-président du comité central et Li Hsien-nien, vice-premier ministre chargé des Affaires étrangères ayant tous deux disparus avec Teng au moment de la mort de Chou En-lai, réapparus lors de la destitution de ce dernier, semblent avoir de nouveau replongé dans l'ombre.

La chute de Teng semble avoir atteint un certain nombre de dirigeants du parti et de l'armée qui ne sont pas parus aux meetings organisés en province pour soutenir les décisions du comité central. On recense ainsi dix commandants et six commissaires politiques de district militaire ainsi que six secrétaires provinciaux de province.

L'ensemble de ces éléments confirment l'importance de l'offensive du courant « droitier » sur la question de l'application du V^e plan quinquennal élaboré sous la direction de Chou En-lai au moment où ce dernier était à la tête du pays.

Ils confirment aussi la profonde instabilité de la direction chinoise après l'éviction de Teng. Le compromis passé autour de la nomination de Teng semble devoir être renégocié sans cesse même si une unité de façade est maintenue. La lutte semble se déplacer vers la province, de manière différenciée contre des responsables provinciaux « droitiens » impliquant à des degrés divers une certaine mobilisation des masses.

Frédéric Carlier

LIBAN

Après le report de l'élection présidentielle LES COMBATS REPRENENT

La réunion de la chambre des députés, qui devait être samedi le nouveau président de la République, a dû être annulée. 62 des 98 députés ne se sont pas rendus à la réunion. La gauche et l'extrême-droite chrétienne avaient demandé le report du vote.

Le candidat actuellement le plus en vue est Elias Sarkis, président de la Banque du Liban, soutenu par les Phalanges de Pierre Gemayel et par l'ensemble des pays arabes. La Syrie aurait versé 10⁶ millions de francs français au président de la chambre des députés, Kamal Assad, pour en assurer l'élection.

Cependant le Parti National libéral,

organisation de l'extrême-droite chrétienne, ne soutient pas Sarkis. Son leader, Camille Chamoun, croit en ses propres chances et espère monnaie sonnante et trébuchante pour négocier son retrait. Il est à l'initiative d'une manifestation anti-Sarkis à Jounieh, capitale du Liban chrétien.

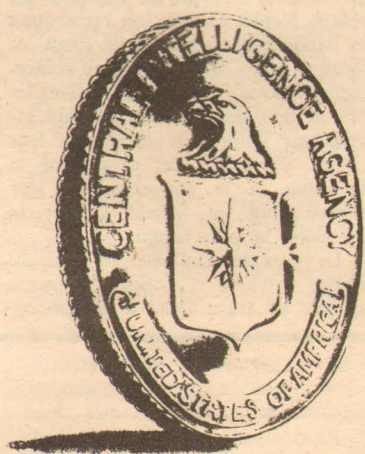
À gauche les espoirs se portent toujours sur Raymond Eddé, bourgeois chrétien modéré. Ses chances sont extrêmement faibles. Aucun régime arabe ne le soutient. La Saïka, organisation palestinienne pro-syrienne a même été obligée de démentir la participation aux tirs sur la maison du candidat.

Le report des élections à la semaine prochaine va être exploité par les différents protagonistes pour consolider le rapport de force en leur faveur. Les phalanges ont pris l'initiative de faire repartir les combats pour appuyer leur volonté de voir l'élection de leur candidat se tenir au plus tôt. La gauche ne s'est pas laissée surprendre et a avancé lors de sa contre-attaque à Beyrouth. Elle cherchera à obtenir les garanties verbales pour la réalisation de son programme social et politique. Elle s'affirme prête à relancer, avec la résistance palestinienne, la guerre ouverte au cas où elle n'aurait aucune satisfaction.

LA REFORME DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT AMERICAINS

Julien Tonnac

LE TALON DE FER



LA CIA PLUS FORTE QUE JAMAIS (3)



Poursuivant sur sa lancée, la commission d'enquête sénatoriale proposa un certain nombre de mesures visant à instituer un contrôle plus efficace sur ce que l'on avait pris l'habitude de nommer « le gouvernement invisible » des Etats-Unis : création d'un organisme commun aux deux chambres pour surveiller l'activité et les opérations secrètes de la CIA ; désignation d'un inspecteur général, responsable devant le Congrès et le Président, dont les fonctions seraient de contrôler les finances de la CIA, de redéfinir les fonctions intérieures de l'agence et d'obliger celle-ci à rendre compte de ses opérations secrètes devant le Congrès ; droit de veto préalable du congrès à toute opération secrète de la CIA ; nomination d'un procureur spécial, chargé de poursuivre les « agents ayant abusés de leur pouvoir ».

Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse...

Aucune de ces réformes ne vit jamais le jour. Le président Ford, profitant du sentiment de désarroi et d'inquiétude qui commençait à percer au sein même du Congrès, mais surtout de l'opinion publique, devant la multiplication des fuites, opéra un « habile » retournement de situation. Bien entendu, dans les derniers temps, la CIA n'était plus totalement étrangère à certaines de ces fuites qu'elle eût beau jeu par la suite de condamner au nom de la Défense Nationale ! D'accusée, la CIA devint accusatrice, dénonçant ceux qui cherchaient à désarmer le pays.

Le 17 février, le président Gerald Ford rendait public le contenu de sa réforme. Dans l'ensemble celle-ci ne

toucha pas aux structures fondamentales de l'appareil de renseignement américain. Elle se contenta d'opérer une nouvelle répartition des pouvoirs. Un comité de supervision (« Committee on foreign intelligence ») est créé, avec à sa tête Georges Bush, le nouveau patron de la CIA. Il coiffa l'ensemble des activités de divers ministères. Par l'intermédiaire de G. Bush, la CIA retrouve ainsi le statut qu'elle avait perdu en 1961 avec la création de la DIA, mettant fin aux rivalités internes apparues à cette occasion. En même temps que ce comité de supervision, la Maison Blanche crée un Conseil indépendant (« Independent oversight board »), composé de trois personnalités civiles, nommées par le président, qui surveillera les activités des différentes agences et avisera le président et son « attorney général » (1) des infractions ou des irrégularités qui pourraient être commises. Enfin, le « comité des 40 » chargé d'étudier les opérations secrètes de la CIA change de nom et de composition.

Le Président a aussi annoncé son intention d'assurer « une protection rigoureuse des droits du citoyen », d'interdire les attentats à la vie de leaders étrangers, d'établir une « chartre » réglementant les initiatives des agences de renseignement. Des intentions qui ne coûtent pas chères, et qui peuvent au contraire rapporter gros en cette période électorale.

Pour protéger les secrets qui pourraient lui être confiés, le Congrès est invité à poursuivre et sanctionner les auteurs de fuites. Une législation spéciale lui sera soumise visant à classer la « divulgation d'informations confidentielles » dans la catégorie des délits criminels. Avec effet rétro-actif bien entendu.

La CIA et le Président Ford ont

remporté la première manche. Mais les partisans d'une refonte générale des services de renseignement ne désarment pas : ils se sont contentés de changer leur fusil d'épaule. Dans leur ligne de mire, aujourd'hui, le FBI et ses activités illégales contre les citoyens ou des partis américains. Pourtant, il ne s'agit sans doute que d'une diversion.

Par-delà l'opposition entre les tenants d'un même pouvoir, l'exécutif et le législatif, par-delà les tartufferies d'un Congrès soucieux de redorer son blason à la veille d'une échéance électorale qui doit aussi permettre la réélection d'une partie de ses membres (2), un nouveau conflit s'est fait jour. Face au développement de la crise économique, à la victoire des luttes révolutionnaires sur tous les continents, certains membres des hautes sphères dirigeantes américaines sont partisans d'un repli. Ils estiment que les Etats-Unis doivent cesser de prétendre jouer le rôle de gendarme mondial de l'impérialisme, pour ne plus s'occuper que de la défense de ses intérêts immédiats. En empêchant les Etats-Unis (et plus particulièrement la CIA) d'intervenir plus directement dans le conflit angolais, les partisans d'un retour à l'isolationnisme ont sans doute remporté la seconde manche.

L'avenir, et plus particulièrement les résultats de l'élection présidentielle, dira qui doit remporter la belle, et si la CIA, fer de lance de la contre-révolution mondiale, risque un jour de se faire rogner les griffes.

(1) Ministre de la Justice

(2) En effet, en même temps qu'ils seront appelés à choisir leur président, les américains désigneront trente-trois des cent sénateurs et la totalité des quatre cent trente cinq membres de la Chambre des Représentants.

PARIS: 150.000

Une manifestation impressionnante : alors que les premières lignes s'étaient mises en route vers 3 heures et demie de l'après-midi, ce n'est qu'en début de soirée vers 20 heures 30 que les derniers manifestants se dispersèrent. Ces cinq heures de manifestation sous un grand soleil ont montré ce qu'était le Premier Mai des travailleurs : pas celui de Pétain, recopié par Giscard dans son message présidentiel, qui en fait une journée de « paix sociale » et de fraternité entre les classes : celui des ouvriers en lutte dans tous les pays qui descendent dans la rue, pour montrer leur force.

Bien avant 3 heures, la place de la Bastille se remplit de groupes de travailleurs qui sortent du métro, banderole sur l'épaule. De vieux militants sont là parmi les premiers ; ils ne sont plus de toutes les manifs, mais un premier Mai, ça ne se manque pas...

Bientôt le cortège démarre lentement. En tête, les dirigeants confédéraux de la CGT et de la CFDT. Le PC et le PS, qui n'ont pas appelé en tant que tels à la manif, se sont bornés à envoyer une délégation toute symbolique.

Le cortège n'est pas, sauf exception, structuré par cortèges unitaires de chaque entreprise. Il est découpé par Unions départementales, la CGT et la CFDT étant séparées en deux tronçons distincts au sein de chaque cortège départemental.

C'est Paris qui ouvre la marche. Dans le cortège CGT les travailleurs du Parisien, en grève depuis de longs mois, font une apparition très remarquée : des tableaux rappelant toutes les actions menées (le France, Paris-Roubaix, etc...), une rotative sur laquelle sont perchées des têtes grimaçantes de Poniatowski et d'Amaury, une immense banderole qui s'étire dans l'axe de la chaussée.

Tout au long du cortège CGT, les morts d'ordre les plus repris sont : « la relance, c'est du bidon, Giscard-Ponia nous ont trompés, c'est tous ensemble qu'il faut lutter », « Cho ! Cho ! Cho ! Chômage ras-le-bol ! » et l'inévitable : « Union, Action, Programme Commun ».

Les postiers CGT ressortent les chansons de la grève de 1974 : « Aux PTT, on en a marre d'être exploités, d'avoir des salaires de misère... » On relève souvent une tonalité bien sectaire : chez les gaziers par exemple, où l'on entend chanter sur l'air de « Nini peau de chien » : à l'EDF, on aime bien la CGT, Elle est si forte et si

puissante... » Sur le trottoir, près de la place de la République, où une chorale de la CGT, toute vêtue de rouge, scande infatigablement en frappant des mains : « Vive la CGT, vive la CGT »...

Derrière eux, les militants de la CFDT, plus nombreux que d'habitude. Le mot d'ordre le plus repris : « Lip ! Lip ! Lip ! Solidarité ! » Des secteurs comme la métallurgie ou la chimie, sont faiblement représentés, les PTT, le secteur santé, les éducateurs sont venus en masse. Beaucoup de secteurs combattifs dans le cortège PTT, on scande : « Soldats, sous l'uniforme, tu restes un travailleur » Plus loin, des travailleurs des banques reprennent des mots d'ordre de solidarité avec l'Espagne. La plate-forme interconfédérale avance les 40 heures, mais beaucoup vont plus loin en réclamant les 35 heures quarante années après 1936. Quelques mots d'ordre prennent à partie le gouvernement : « Giscard au chômage, le pouvoir aux travailleurs !... » « A bas la soupe du Capital... »

Français, immigrés : même patron ! même combat !

Mais un des traits les plus marquants de ce défilé, c'est la présence massive des travailleurs immigrés. Les immigrés arabes et africains sont plus nombreux et mieux organisés que les années précédentes : les résidents de la SONACOTRA venus montrer que leur combativité reste intacte après 15 mois de grève des loyers malgré la répression qui frappe leurs délégués froment un cortège dynamique, très applaudi tout au long du parcours. Les travailleurs sénégalais de l'UCGTSF défilent sur un rythme irrésistible de tam tam et de tambourins. Le CTA, l'AMF, et une dizaine d'autres organisations défilent aussi.



Les travailleurs espagnols sont eux aussi venus en masse. Parmi eux, la force dominante est incontestablement le PCE, dont les militants se bornent à réclamer une « rupture démocratique » en annonçant L'Espagne, demain sera républicaine »...

Une alternative

En fin de manifestation, le cortège de la LCR. Au départ place de la Bastille, il ne regroupait que quelques milliers de personnes. Beaucoup de militants défilent en effet dans leurs sections syndicales, dans le cortège étudiant, ou dans les groupes femmes. Mais il ne tarde pas à gonfler. A la son, un camarade explique que face à ce gouvernement qui envoie ses flics contre les grévistes et expulse les délégués immigrés, il serait dangereux d'attendre 78, il souligne que dans la situation actuelle les directions syndicales portent une lourde responsabilité, et que la seule réponse aujourd'hui, c'est celle d'une contre-offensive menée dans l'unité par l'ensemble des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière. Les mots d'ordre succèdent : « Espagne rouge, Espagne libre, Espagne socialiste ! » « Contre l'armée de Giscard et des Bigeard, faut un syndicat de soldats ! », « Doublement exploitées, et à moitié payées, femmes travailleuses, c'en est assez ! ». A la République, ce sont plus de 15 000 manifestants qui défilent derrière les banderoles de la LCR. Beaucoup de militants combattifs, qui cherchaient une alternative politique l'ont rejoint.

« Non Bigeard, tu n'les a pas eus : les comités sont dans la rue »

Près de 300 soldats, marins et aviateurs défilent entre les cortèges des UD-CFDT du Val de Marne et de la Seine-Saint-Denis : comment pouvait mieux s'exprimer, pour ce 1^{er} Mai l'échec de l'opération Cour de sûreté de l'Etat.

Malgré les mesures d'intimidation de dernière heure, l'appel lancé par plus de vingt comités (cf note) a été largement entendu. Une très récente circulaire ne demandait-elle pas aux cadres militaires de surveiller plus particulièrement les bidasses prenant une perm' pour ce dimanche et transitant vers Paris ? Certes, voilà qui fera beaucoup de suspects, mais la hiérarchie n'en est plus à une absurdité près.

« Libertés d'expression et d'organisation dans les casernes », « Partout créons des comités de soldats », « Solidarité soldats-travailleurs » : la démoralisation n'était pas vraiment à l'ordre du jour pour les soldats. Venus de loin (on remarquait des banderoles du comité de Brest, de Verdun), prêts à assumer les contre-coups répressifs de cette initiative, les comités de soldats ont clairement affirmé leur volonté de développer leur activité, d'arracher ces droits que la hiérarchie et le gouvernement leur refusent tout en faisant donner la répression la plus brutale.

Le choix de manifester au cœur du cortège syndical, l'accueil chaleureux fait par les travailleurs à la démon-



stration des comités montrent, s'il en était encore besoin, la force du mouvement qui tend à la construction d'un syndicat de soldats lié aux organisations ouvrières. Les comités se multiplient, le débat en leur sein se développe, des plate-formes revendicatives s'échangent et se discutent, des coordinations se tiennent où s'échangent les expériences de lutte, où s'unifient les perspectives. La manifestation du 1^{er} mai n'était qu'une étape.

JF.V.

Note : Trois comités de soldats : le CS de la BA 702 d'Avord-Bourges, le CS du 1^{er} RA de Montbéliard, le CS du 60^e RI de Lons-le-Saulnier doivent être ajoutés à la liste des 19 comités ayant appelé à la manifestation du 1^{er} mai.

ESPAGNE

« UNE TRANQUILITE NEGOCIEE » ?

de notre envoyé spécial à Madrid.

• Les organisations réformistes reculent

Dans un discours récent, Fraga annonçait que le rythme des réformes dépendrait en partie des luttes du 1^{er} mai. Aussi le gouvernement avait-il tout prévu pour étouffer les mobilisations : un quadrillage policier omniprésent, un survol permanent de la capitale par hélicoptères ; de plus la télévision, pour retenir la population à domicile programmant une retrospective de tous les meilleurs matches de football de l'année.

Depuis que le 1^{er} mai est reconnu comme la fête officielle du travail, les commissions ouvrières ont pris l'habitude d'organiser des actions le 30 avril, qui n'est pas un jour chômé. Ainsi des assemblées et des débrayages étaient prévus ce jour là dans la métallurgie. Ils ont effectivement eu lieu à Siemens, Marconi, Kelvinator, Standard,ITT, Dans les banques, un tract

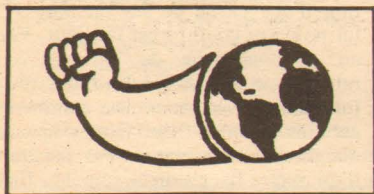
commun avait été distribué par le PCE, le PT, ORT, la LCR-ETAVI, la LC appelant pour les 28-29 et 30 avril à des actions unitaires à la sortie du travail. Une manifestation était convoquée pour le 30 ; en fin d'après-midi à la gare d'Atocha, à l'appel de 180 « enlances » (délégués) du métal. Devant l'interdiction notifiée par le ministère de l'intérieur, le PC avait retiré son appui ; seule l'extrême-gauche le maintenait. 5 à 6 000 personnes se rassemblaient aux abords de la gare sans jamais pouvoir former un cortège tant l'intervention policière fut brutale ; poursuite des manifestants par les land-rover sur les trottoirs. Les camarades de Madrid qui en ont pourtant vu d'autres, disent que la brutalité policière a rarement atteint un tel degré. Dans la soirée également, des manifestations éclairs faisaient leur apparition dans

plusieurs quartiers ouvriers. Bilan de la journée : 200 arrestations.

Pour la journée même du 1^{er} mai, trois meetings légaux étaient annoncés. L'un au Palais des sports par les commissions ouvrières. Un autre par l'UGT au ciné Europe. Un troisième enfin par l'USO (syndicat chrétien qui entretient des rapports privilégiés avec la CFDT) à la Camarena. Ils furent tous interdits et annulés par leurs organisateurs. Seule encore l'extrême-gauche maintint l'appel au Palais des sports, non pour un meeting mais pour une manifestation : 5 à 6 000 personnes réussirent à s'approcher, mais le scénario fut à peu près le même que la veille à Atocha.

Enfin, les organisations ouvrières avaient convoqué vers midi la population à une « tortillada » (pique-nique) au bois de la casa de

campo. A 16 heures une foule de 10 000 personnes finissait par se regrouper ; les slogans fusaient ; plusieurs dirigeants prenaient la parole. Francisco Garcia Salves, jugé avec camacho dans le procès 1001 déclarait qu'il fallait se convertir en colombes de la paix luttant pour la démocratie... pendant que les militants du PC s'efforçaient de faire taire dans l'assistance le slogan : « A bas la monarchie fasciste » ! Hier, l'éditorial du journal madrilène Las Informaciones, lié à la grande bourgeoisie, commentait avec soulagement : « La tranquillité a été négociée entre les forces de l'opposition et les forces du pouvoir. Dans les milieux proches de l'administration, on laisse entendre la possibilité qu'une fois cette fête passée en paix, des dirigeants connus de la gauche pourraient sortir de Carabanchel... ».



**DE LISBONNE
A MILAN,
DE MADRID
A TEL AVIV,
PAR DIZAINES
DE MILLIERS
DANS LA RUE**

« JE SUIS A LA CGT, J'AI HONTE »

La coordination des groupes femmes parisiens avait appelé à la manifestation du 1^{er} mai ; un communiqué invitait les femmes à rejoindre leur cortège syndical ou celui du mouvement autonome. Une lettre envoyée à la CGT et à la CFDT faisait état du développement des luttes des femmes et de la nécessité pour le mouvement ouvrier tout entier de prendre en charge les revendications des femmes contre la surexploitation et l'oppression au

travail et dans la famille ; la coordination demandait donc de défilé à l'intérieur du cortège syndical. CGT et CFDT acceptèrent, jeudi 29 avril de négocier et reçurent les délégués de la coordination. Le représentant de l'URP-CFDT, Mingale, se déclara favorable à la présence des groupes femmes dans le cortège et détermina son emplacement. Le représentant de l'USRP-CGT, Jolly, souhaita aux déléguées « de rassembler le

moins de monde possible... » mais déclara « bien entendu, nous ne nous battons pas si vous intégrez notre cortège ». Plus qu'une promesse de neutralité, il s'agissait là d'une acception bien réelle de la présence des groupes femmes de la part de la direction de la CGT.

mes s'avancèrent pour prendre leur place, une place négociée le plus officiellement du monde, elles se heurtèrent au barrage de plusieurs lignes de service d'ordre de la CGT. L'affrontement fut violent, malgré les tentatives de négociations des femmes, se targuant de l'accord avec la

direction de la CGT. Coup de poing, gifles, et surtout déferlement d'injures sexistes. Une partie du SO scandait : « les bobonnes à la maison », et multipliaient les gestes obscènes, certains allant jusqu'à menacer de viol. Des militants CFDT et quelques militants CGT indignés s'interposèrent. Finalement, le cortège femmes déborda le SO sur les trottoirs et s'intégra derrière une section CFDT. La camionnette qui contenait la sono et la crèche ne put passer ; certains éléments du SO tentèrent de la renverser et l'un deux répondit à une fille qui criait qu'il y avait des enfants à l'intérieur : « les gosses de putes, on s'en fout ».

Durant ces explosions de haine sexiste, ces invitations aux femmes, un jour de 1^{er} mai, de rester dans leur cuisine, on reste partagé entre la colère et l'inquiétude. Colère et inquiétude devant ce cadeau fait à la bourgeoisie : la division de la classe ouvrière entre hommes et femmes acceptée, accentuée par cette cohorte de militants à qui un syndicat confie son SO et qui défendent leurs privilèges de mâles plutôt que les intérêts de leur classe (mixte). Étonnement aussi lorsque l'on songe à la propagande actuelle de la CGT en direction des femmes (« les femmes à la CGT ») et le soutien qu'elle prétend apporter aux revendications des travailleuses, à la bataille contre les discriminations. La lutte contre les vieilles idées comme on dit à la CGT, ne toucherait-elle pas le SO.

Il faut aujourd'hui poser plusieurs questions à la direction CGT : A-t-elle changé d'avis et donné consigne à son SO d'empêcher l'intégration des groupes femmes ? Si tel est le cas, au nom de quoi l'a-t-elle fait puisque son représentant affirmait, le jeudi précédent « ne pas être gêné » par les mots d'ordre des groupes ? Et si tel est le cas, justifie-t-elle les brutalités et obscénités ?

Si la direction CGT n'a pas changé d'avis et si les agressions proviennent des initiatives et de la « sensibilité » violemment sexiste d'une frange de son SO, qu'attend-elle pour le désavouer avec vigueur ? Dans le cortège femme et sur les trottoirs, des femmes mais aussi des hommes criaient : Je suis à la CGT, j'ai honte. Il est certain que cette honte et cette indignation seront partagées par de nombreux syndiqués CGT.

Frédérique Vinteuil



Dans le cortège étudiant qui n'était pas aussi massif que d'habitude, environ 5 000 étudiants peu de lycéens et apprentis. Derrière, 1 000 personnes sous les banderoles UNEF et environ 2 000 lycéens avec l'UNCAL.

Les comités de grève avaient dû imposer leur présence dans le cortège. Jeudi la CGT et la CFDT avaient refusé de leur accorder une place pour n'accepter que l'UNEF-renouveau et le MAS ! La CGT nous avait habitués à ce genre de pratique : il s'avère que la CFDT, malgré son visage plus libéral n'a pas hésité à jouer « son sigle » con-

tre le mouvement. La direction du MAS, se rendant compte des conséquences que pouvait avoir une telle attitude, préféra appeler à participer au cortège des comités de grève.

Mais ce fut au prix de quelques bousculades que les comités de grève purent imposer leur cortège devant celui de l'UNEF-renouveau dont les bureaucrates rageurs n'avaient pas lésiné sur les moyens pour tenter d'imposer leur sigle en tête. Sans toutefois oser se servir de pancartes au manche fort épais qu'ils avaient apportés en nombre... on ne sait pas trop pourquoi !

Communiqué du collectif national étudiant

Le collectif national étudiant se félicite de la participation de près de 10 000 étudiants à la manifestation du 1^{er} mai à Paris, malgré le refus de la CGT et de la CFDT de voir les comités de grève et les étudiants manifester au sein du cortège syndical sous leur banderoles. Il condamne les tentatives de division de l'UNEF-Provence qui, à plusieurs reprises, a tenté de substituer son cortège à celui des comités de grève. Le collectif réaffirme son mandat d'abrogation de la réforme par la grève générale, il le fera savoir au Secrétariat d'Etat aux Universités en portant la résolution de Censier lundi matin. Il demande toujours la possibilité de s'exprimer sur les ondes télévisées en particulier dans le cadre d'un débat contradictoire avec la Secrétaire d'Etat. Il tiendra une conférence de presse à 16 h, lundi au Centre universitaire de Dauphine.

Pour les corses emprisonnés

A Paris : Plusieurs dizaines de travailleurs corses ont manifesté sous la banderole de l'UTCE, dans le cortège syndical en réclamant notamment la libération d'Edmond Siméoni.

Une soixantaine de corses révolutionnaires se sont regroupés derrière la banderole des militants de la Ligue communiste révolutionnaire, sur laquelle était inscrit le mot d'ordre « Corsica libera e

sucialista ». Ils ont défilé exigeant la libération d'Edmond Siméoni et affirmant « Procès Siméoni, procès du peuple corse ». Il est à remarquer que ces deux manifestations ont connu un vif succès et ont été applaudies.

A Lyon : une cinquantaine de corses, réunis en fin de cortège ont tenu à faire une apparition autonome réclamant également la libération du leader autonomiste emprisonné.



Trois mille femmes ont manifesté derrière la banderole de la coordination (en partie déchirée par des militants du service d'ordre CGT). Un cortège qui chantait la lutte des femmes ; qui dénonçait le sexisme dans les livres scolaires, la double journée de travail : une sous-payée et une gratuite, la justice bourgeoise : « battues, violées, c'est nous les inculpées ». Un cortège de solidarité avec les femmes espagnoles, chiliennes, qui luttent contre la dictature. Un cortège qui criait « les femmes en ont assez, autodéfense des femmes » et « pas de socialisme sans libération des femmes ».



Les médecins pour la première fois

Pour la première fois, dans un cortège du Premier Mai ont participé des médecins, au nombre de 150 environ, à l'appel du MAS (Mouvement action santé).

Ils ont été applaudis et fêtés sur tout le parcours.

Les médecins s'étaient placés à la suite des hospitaliers AP de la CFDT, montrant ainsi leur option de classe aux côtés des travailleurs de la santé, comme en témoignaient aussi leurs mots d'ordre :

- Non au contrôle patronal des arrêts de travail
- Dissolution de l'Ordre des médecins
- Les trusts pharmaceutiques nous exploitent et profitent de nous, toute la médecine doit être gratuite.
- Travailleurs exploités, travailleurs mutilés, bien trop souvent la médecine du travail est celle du capital.

Un tract appelant au meeting du MAS a été distribué. Ce meeting se tiendra le 7 mai à l'AGECA, rue de Charonne.

Correspondant



LISBONNE 100 000 PERSONNES AU STADE DU 1^{er} MAI

Unité contre la réaction

Près de 100 000 portugais ont participé samedi après-midi à un important meeting, précédé d'une courte manifestation, au stade du 1^{er} mai à Lisbonne. Ce meeting qui se voulait « apartidiste » — aucune organisation n'apparaissant sous ses propres banderoles — était organisé par une commission comprenant l'Intersyndicale, la centrale syndicale dominée par le PCP, et des syndicats indépendants liés au Parti socialiste. Contrairement aux deux dernières années, aucun leader politique — dirigeants de parti ou membres du

Conseil de la révolution — ne participaient au rassemblement où seuls des dirigeants syndicaux (banques, métallurgie, textiles, union syndicale de Lisbonne, Intersyndicale) ont pris la parole.

Les slogans les plus repris par les manifestants, en grande majorité proches du Parti communiste portugais, étaient ceux concernant l'unité des travailleurs contre la réaction. Étaient également scandés « Défendre la constitution contre la réaction » « Réforme agraire, oui ! Latifundios, non ! », « Travailleurs unis jamais ne seront vaincus » (avec sa variante : « La gauche unie... »), « Unité syndicale contre le capital », Défendre le contrôle ouvrier et les nationalisations ».

La LCI et le PRT (Ligue communiste internationaliste et Parti révolutionnaire des travailleurs ; groupes sympathisants de la IV^e Internationale) ont participé à la manifestation et au rassemblement mécaassemblément qui l'a suivi derrière des banderoles non signées mais qui se reconnaissaient facilement par la teneur de leurs mots d'ordre. En tête du cortège on pouvait lire : « Pour un gouvernement sans général et sans capitaliste ».

Correspondant

ITALIE : LA CRISE POLITIQUE AU CENTRE DES MANIFESTATIONS



Survenant au lendemain de la chute du gouvernement et le jour de la dissolution des Chambres, les manifestations du 1^{er} Mai en Italie prenaient une importance particulière. Environ 150 000 personnes se sont réunies Place du Dôme à Milan à l'appel des centrales syndicales. Le cortège de l'extrême-gauche rassemblait environ 30 000 personnes. A Rome, par contre, les syndicats n'avaient pas mobilisé massivement et l'extrême-gauche rassemblait à peu près la moitié des manifestants. Dans tout le pays, à Naples, Turin, Bologne, Florence, Bari, Tarente, Gênes, des manifestations importantes ont eu lieu.

Le thème central de toutes ces manifestations était le même : la crise politique. Les revendications syndicales proprement dites en étaient absentes. Les manifestants ont également dénoncé la « stratégie de tension » et tous les attentats sanglants de ces dernières semaines. D'ailleurs, les grandes usines étaient occupées tout le week-end par des piquets ouvriers pour éviter les attentats. D'autre part, le soir du 1^{er} Mai, l'extrême-gauche milanaise appelait à manifester de nouveau après l'assassinat d'un de ses militants.

Correspondant

5000 PERSONNES A TEL AVIV

Le 1^{er} Mai en Israël a été marqué par une importante manifestation à Tel Aviv. Près de 5000 personnes ont défilé dans le cortège qui regroupait les différentes organisations.

L'extrême-gauche anti-sioniste regroupait à elle seule plus de 10 % des manifestants. Ce pôle est le plus important jamais organisé par les révolutionnaires au sein de l'Etat sioniste.

Le soir, un meeting organisé par la LCR-Matzpen-marxiste, réunissait une centaine de participants, moitié juifs, moitié arabes, dont une forte proportion de travailleurs. Une motion réclamant la libération de Mustapha El Kurd (voir Rouge n° 40) et soutenant la grève des prisonniers de Ramlé a été votée.

En Cisjordanie les manifestations ont été sauvagement réprimées par les autorités d'occupation. IL Y A EU UN MANIFESTANT ASSASSINÉ A Naplouse alors que le couvre-feu était imposé dans cette ville et à Tulkarem. Ainsi le gouverne-ent sioniste accentue sa ligne de conduite dure contre les habitants des territoires occupés.

Correspondant

en province

DES MANIFESTANTS PAR MILLIERS..

- 20 000 à Bordeaux, 12 000 à Grenoble, 10 000 à Toulouse...
- Des cortèges unitaires d'extrême-gauche

De nos correspondants

Nantes

2 000 manifestants. 1 500 dans le cortège CFDT-CGT. « chômeurs-actifs unis vaincront ». 250 lycéens, étudiants. 250 avec LO et la LCR, seules à avoir appelé. C'était la première fois à Nantes que les syndicats appelaient à défilé. Cortège très combatif.

Pau

1 000 personnes. Plus importante que l'an passé. Le PC présent avec ses banderoles parce qu'il est coincé entre le PS qui refuse de l'associer à la prochaine municipalité et les révolutionnaires. 40 femmes ont défilé sur leurs propres mots d'ordre. Un tiers du cortège était celui des révolutionnaires : « Giscard au rebut, le pouvoir est dans la rue ». Un tract commun de la LCR, PSU, OCR a été diffusé, encouragement pour tous ceux qui veulent un pôle révolutionnaire.

Rouen

3 500-4 000 participants. Très nombreux par rapport aux autres années. Un cortège femmes avec 200 participantes, un cortège étudiant et un cortège LO, LCR, OCR avec 200 manifestants environ, derrière une banderole commune : « pour le pouvoir des travailleurs ».

Tours

La CGT n'avait appelé qu'à un rassemblement pour « déjouer les provocations ». Elle acceptait de faire un défilé à la seule condition que la CFDT s'engage à faire la police contre les gauchistes. Ce qu'elle a refusé.

Après le rassemblement, la CGT a donné l'ordre de dispersion. Mais la CFDT a manifesté avec le collectif Espagne, les comités de grève jeunes, les groupes femmes, le CLO, le CDA, la LCR, la Fédération anarchiste. Ce cortège a réuni un millier de personnes dont une centaine de militants de la CGT.

Agen

Pour la première fois depuis dix ans, la CGT et la CFDT appelaient unitairement à la manifestation. Elle a regroupé 1 500 personnes dont 200 se regroupaient derrière le cortège combatif des révolutionnaires (PSU, LCR, GOP) et des enseignants et lycéens.

Lyon

10 000 participants à la manifestation structurée majoritairement par la CGT. Les boîtes en grève, AMTEC, Obssession, Monin étaient présentes massivement. De forts courants « gauches » sont apparus dans le cortège syndical. Le SO de l'UD CGT et CFDT ont tenté de bloquer un millier de manifestants étudiants. Devant le cortège des révolution-

naires (LCR, LO, GRS, Combat Ouvrier) regroupant 500 personnes apparaissaient les groupes femmes. A la fin de la manifestation, Place des Terreaux, le café appartenant au chef du personnel de Paris-Rhône a été bloqué pendant une demi-heure.

Bordeaux

Le plus gros cortège depuis 68, disent d'aucuns, depuis la Libération, disent d'autres : 20 000 manifestants. La CFDT a constitué son propre cortège malgré les dénégations de la CGT. Derrière la LCR, OCR, PSU regroupaient 400 à 500 personnes. « chassons le gouvernement Giscard-Chirac ». Lutte ouvrière avait refusé le cortège commun. Le SO CGT a tenté d'empêcher les étudiants de s'insérer dans la manifestation ce qui a produit des heurts.

Toulouse

Incidents très violents. 8 000 manifestants, peu de cortèges unitaires de boîtes, mais un cortège unitaire d'espagnols (PCE, PSOE, LCR-ETA VI). Une CGT majoritaire mais une CFDT très offensive. Un cortège de femmes important, combatif et applaudi. Un mouvement étudiant fort sous ses propres banderoles. Tel aurait pu être le communiqué du 1^{er} mai à Toulouse si la fraction PCF de la CGT n'avait œuvré à diviser continuellement les manifestants. Dès le début, le ton était donné, alors que les UD-CGT et CFDT avaient accepté la présence de soldats en uniforme dans le cortège syndical et avaient décidé d'assurer en commun leur protection, la CGT au dernier moment laissait la CFDT se débrouiller toute seule. Plus grave, certains militants de la CGT (mal informés) demandaient aux soldats d'aller derrière car le cortège syndical était uniquement destiné aux travailleurs.

Le SO de la CGT et de l'UNEF coïncidait le mouvement étudiant entre deux cordons sanitaires en s'efforçant de couvrir leurs mots d'ordre, tandis qu'un troisième SO tentait d'isoler la fin de la manifestation formée par le mouvement des femmes et le cortège unitaire de l'extrême-gauche (LCR, LO, GOP, OCR). Place du Capitole, le SO musclé de la CGT chargeait brutalement les femmes et déchirait les banderoles. A partir de ce moment, des heurts très violents (les plus violents depuis 68) se sont produits. Les travailleurs ne peuvent que faire les frais de ces manœuvres de division.

Avignon

2 à 3 000 personnes CGT-CFDT-SNES. Les 4/5^e étaient avec les syn-

dicats, le reste était composé des comités de grève étudiants lycéens. Pas de cortège révolutionnaire. Détail : à la fin, en chantant l'Internationale, la manifestation était partagée en deux : ceux qui levaient le poing et ceux qui suivaient les consignes de Marchais de ne plus le faire.

Grenoble

13 000 participants. Le PC et le PS étaient là : 5 000 pour le PC avec pour mot d'ordre « une seule liste pour les élections municipales ». Un gros cortège immigrés. Un cortège de femmes. Tract unitaire LO, OCR, LCR, deux banderoles LO-LCR.

Marseille

12 000 manifestants. CGT-CFDT-FEN. L'UNEF-Renouveau préférait défilé de façon autonome plutôt qu'unitairement avec les comités de grève étudiants. 200 femmes constituaient un cortège autonome. En fin de défilé une banderole commune LCR, LO, OCR, suivi d'un cortège révolutionnaire.

Montpellier

Après la combativité exprimée par l'imposant cortège du 29 avril, les dirigeants ont bradé le 1^{er} mai en appelant du bout des lèvres à un rassemblement en refusant toute manifestation. Refus mal compris par les travailleurs présents au rassemblement qui ont, pour une part, participé à la manifestation spontanée des étudiants et enseignants en grève, des travailleurs sociaux, des chômeurs. C'est plus de la moitié du rassemblement qui a estimé nécessaire de manifester le 1^{er} mai autrement que par l'écoute de bonnes paroles.

Caen

La CGT et la FEN ont mis une exclusive contre tout cortège révolutionnaire. La CFDT en désaccord, rompt et appelle à un regroupement séparé à 300 mètres de l'autre. Les étudiants en grève appellent à l'unité des deux cortèges, convainquant la CFDT... mais devant ce fait accompli, sur place, CGT et FEN qui ne regroupent que 150 personnes préférèrent dissoudre leur manifestation plutôt que de manifester avec les comités de grève étudiants-lycéens et les organisations telles que l'OCR et la LCR. A cause de cette politique de division des directions FEN et CGT, il y a eu deux fois moins de participants au total que l'an passé. Environ un millier de personnes ont défilé dont 300 pour les groupes femmes. Mot d'ordre contre le pouvoir « Dehors Giscard, le pouvoir aux travailleurs ».

Toulon

3 000 avec la CGT et la CFDT. Moins que l'an passé. Derrière : un cortège

LCR-OCR-MDPL : 50 au départ, mais 250 à l'arrivée. Le SO de la CGT bloque : lycéens et étudiants protestent et rejoignent les révolutionnaires. Le petit varois, journal du PCF raconte : « un quartier d'anarchistes qui avait projeté de dénaturer la manifestation et si possible la dévoyer, leur tentative tourna court car le service d'ordre syndical bloqua ces trublions dans les rues adjacentes ». En fait, les révolutionnaires criaient : « Giscard-Chirac dehors, le pouvoir aux travailleurs ».

Nice

Derrière une manifestation syndicale peu dynamique, le SO de la CGT, a rejeté le cortège étudiant malgré l'accord préalable. La LCR, seule organisation révolutionnaire à apparaître, regroupait 50 personnes.

Fougères

Cette ville avait été choisie comme lieu de rassemblement régional du fait du niveau chômage atteint. Ce sont 2500 manifestants qui défilèrent, renouant avec une tradition perdue depuis de nombreuses années. Les mots d'ordre insistaient sur la volonté de vivre et de travailler en Bretagne. Un cortège combatif impulsé par la LCR et « Bretagne révolutionnaire » soulignait la nécessité de centraliser les luttes pour chasser ce gouvernement minoritaire. L'après-midi, un rassemblement était organisé dans l'usine Rehaalt occupée. Des débats sur les luttes, avec des travailleurs en lutte, a réuni près de 4 000 personnes. Cela alors que le PC organisait sa propre fête.

Perpignan

Un millier de manifestants dans le cortège, dont les grévistes du centre de psychothérapie. 400 étudiants et enseignants en lutte formaient un défilé très combatif.

Compiègne

Monsieur Legendre, maire de Compiègne, voulait s'approprier le 1^{er} mai des travailleurs en organisant une fête du muguet sur la place principale où aboutissent les manifestations. Malgré les CRS, les 300 manifestants réussirent à investir la place. Des syndicalistes, dont ceux de Poclair, ont fait une prise de parole sur l'estrade.

Nancy

Manifestation syndicale combative. Le cortège a regroupé 3 000 manifestants dont 500 étudiants et 150 derrière les banderoles de la LCR, seule organisation politique présente.

Orléans

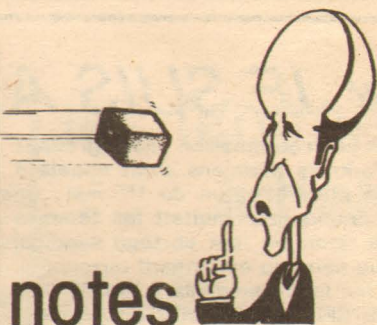
1 000 manifestants, le cortège syndical a été également partagé entre la CGT et la CFDT très dynamique et colorée. Pour la première fois un cortège femmes a fait son apparition. La LCR et LO regroupaient 100 personnes en fin de manifestation.

Dijon

1000 personnes. Un peu plus que l'an passé. Un tiers du cortège aux révolutionnaires : LCR, LO, Pétroleuses. Mots d'ordre axés sur les luttes.

Petit lexique des sigles

OC-GOP : Organisation communiste - Gauche ouvrière et paysanne
OCR : Organisation communiste révolutionnaire
PCR : Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste)
PSU : Parti socialiste unifié
LO : Lutte ouvrière
PCE : Parti communiste espagnol
PSOE : Parti socialiste ouvrier espagnol
MDPL : Mouvement pour la démocratie, la paix, la liberté
CLO : Comité de lutte des objecteurs
CDA : Comité de défense des appelés
GRS : Groupe révolution socialiste (section



DES ANTIFASCISTES ACCUSÉS PAR L'UNI

Le 30 avril, à la 23^e chambre correctionnelle de Paris, s'est déroulé le procès de quatre jeunes anti-fascistes. Ils sont inculpés dans le cadre de la loi anti-casseur, d'avoir attaqué — en bras de chemise ! — un groupe armé de colleurs d'affiches de l'UNI (Union nationale interuniversitaire, groupuscule d'extrême-droite. Les membres de l'UNI ont apporté au commissariat, tout un lot de matériel militaire qu'ils auraient trouvé dans la rue. Or, les policiers ont refusé d'effectuer l'expertise digitale réclamée par les prévenus. A qui, alors, appartenaient ces armes ?

Le procès, lui-même, s'est déroulé d'une curieuse manière. En effet, une des témoins de l'UNI, avant de passer devant la cour, n'a pas cessé de faire la navette entre la salle d'audience et les autres témoins de l'UNI. Cette irrégularité a été démontrée par M^e Lederman. La cour a admis le bien-fondé de son argumentation et refusé le témoignage.

Après de longs débats, le Procureur de la République a requis une peine d'un an ferme pour Jean Jacques Lahyani, ainsi qu'une peine ferme accompagnée de sursis pour Serge Mazoué et Farouk Madouni. En ce qui concerne Jacques Mignat, il a demandé l'acquiescement. M^e Jouffa a alors démontré la complète contradiction entre l'inculpation, — regroupement concerté de personnes —, et la demande d'acquiescement pour l'un des prévenus.

Nous devons les soutenir et mener une campagne pour leur acquiescement. Déjà, un comité unitaire pour la levée des inculpations s'est créé à Levallois.

MEETING DE LA LCR A TOURS

Vendredi soir, la section de Tours de la LCR organisait un meeting de soutien à Frédéric Castello, candidat à l'élection partielle du 9 mai. Plus de 1 000 personnes assistaient à la réunion avec une très forte proportion de travailleurs. Après l'intervention d'Alain Krivine, un long débat s'engagea entre la salle et les orateurs.

D'abord les camarades de Révolution et de la GOP tentèrent de justifier la candidature de Mérija Surduts sans rencontrer un grand écho parmi le public. Ensuite plusieurs militants posèrent des questions plus précises sur les positions politiques de la Ligue. « Comment imposer la démocratie syndicale à la section CGT ? » demanda un travailleur de l'hôpital ; « pourquoi défendre l'échelle mobile des salaires ? » ajouta un autre travailleur ; « Quel soutien à l'Espagne et quelles sont les analyses de la section de la IV^e Internationale ? interrogea un membre du collectif Espagne. Une camarade de la Ligue intervint enfin pour raconter l'expérience des groupes femmes de la région.

Les débats ne finirent que vers minuit.



CALEDONIE-HEBRIDES LIBRES ET SOCIALISTES

Ce 1^{er} Mai 1976, nous défilons aux côtés des travailleurs français et immigrés et avec la jeunesse contre la minorité Giscard-Chirac. Notre apparition, la 3^e depuis l'élection de Giscard traduit notre ferme détermination de chasser de Calédonie et des Hébrides les responsables du pillage économique, de l'exploitation nos peuples, de la répression et des agressions terroristes dont les militants révolutionnaires sont victimes.

Le régime Giscard-Chirac et le commis-voyageur Stirn sont

responsables de l'impasse où se trouve actuellement bloquée l'économie calédonienne. Depuis le coup d'Etat bonapartiste de 58, les gouvernements successifs n'ont cessé de réduire les pouvoirs de l'Assemblée territoriale dans le but d'imposer le statut de département du territoire. Actuellement, le territoire reste sans budget, les élus ayant refusé de voter le projet gouvernemental qui, sous le prétexte d'équilibrer le budget, vise en fait la mise en place de la loi Debré, ce qui enlève l'enseignement privé au contrôle de l'Assemblée.

Si les élus autonomistes veulent une épreuve de force avec le gouvernement, pourquoi ne pas l'avoir fait au moment où celui-ci imposa la « réforme fiscale » dans le but de donner des garanties aux multinationales et les inciter à investir dans le nickel ? La manœuvre est claire : à la veille des prochaines

élections, les autonomistes sont en parfaite déconfiture et cherchent à freiner la montée révolutionnaire parmi les masses populaires. A vouloir gérer le système colonial à coups de réformes sans s'attaquer aux racines du colonialisme, les autonomistes se trouvent eux aussi dans une impasse.

Face à la répression la plus dure des colonies françaises, face à la trahison des autonomistes, les révolutionnaires Kanaks continuent le combat ferme et déterminé pour l'indépendance et le socialisme en Nouvelle-Calédonie. Pour nous, la liquidation du colonialisme et l'expropriation sans dédommagement de la classe dominante des terres et des moyens de production, la construction du socialisme ne sont possibles que par la conquête révolutionnaire du pouvoir.

Groupe Libération Calédonies-Hébrides

GRIFFET -Marseille.

PORTES OUVERTES SUR UNE LUTTE

après 15 mois de lutte et les échecs successifs rencontrés dans diverses solutions industrielles, les travailleurs de Griffet organisaient les 1 et 2 mai une opération « portes ouvertes-fête populaire », la seconde depuis le début du conflit. Cette manifestation devait répondre à la nécessité d'une extension de la solidarité au moment où la lutte arrive à un tournant. Actuellement, on commence en effet à parler d'une vague solution industrielle, en liaison avec Defferre et un industriel marseillais, le conseiller Genoyer, connu pour ses accointances avec les Républicains indépendants.

Quelqu'un qui serait passé samedi après-midi devant l'usine Griffet pouvait se demander si elle n'avait pas été remise en route un ... premier mai. Dès 14 h. les voitures commencent à arriver et bientôt toutes les places disponibles autour

du grand hangar étaient occupées. Ils étaient nombreux ceux qui après la manifestation étaient allés directement à l'usine, pour s'attabler au restaurant en plein air.

Dans le hangar où il y a quinze mois étaient assemblées les grues

roulantes, les stands d'amusement voisinaient avec les pôles de discussion autour des entreprises en lutte (Lip, Idéal-Standard, Caron-Ozanne). Les six militantes du MLAC d'Aix-en-Provence, inculpées pour avoir pratiqué un avortement après la loi Weil, expliquaient par panneaux et prises de parole comment cette loi, en retrait par rapport à ce que demande le mouvement, était entravée dans son application. Des « amis de la terre » présentaient des maquettes et des explications sur la pollution par les égouts de Marseille. Au fond du hangar, sous la banderole intersyndicale CGT-CFDT-CGC, podium et micros.

Le décor planté, on attendait les acteurs. Non pas ceux du théâtre de l'olivier qui, dans leur spectacle satirique « Los des prix » réussissaient le tour de force de désigner clairement patronat et gouvernement comme responsables de la fermeture de Griffet tout en faisant rire jusqu'aux enfants. Non comme acteurs nous voulons parler des travailleurs qui étaient plus de 2000 à discuter, chater L'Internationale, danser des farandolles entraînées par le groupe « Blaguebolle ».

Confronter les expériences.

Décrire une fête populaire, c'est toujours un peu la vider de cette chaleur humaine qui fait sa réussite. Chaleur de regards d'enfants devant le théâtre de l'olivier ou les clowns. Chaleur devant ce spectacle trop rare à Marseille de ces jeunes immigrés de la cité Baassens proche de Griffet, dansant et chantant du folklore algérien. Peut-être les mêmes qui le matin défilaient avec nous au coude à coude. Chaleur à la buvette où les discussions se croisaient.

Là des militantes de groupes femmes. Ici des commentaires sur le journal Ouest-licenciements fabriqué par des camarades de Caron-Ozanne. Pour l'après-midi du samedi il semble que le choix ait été fait de privilégier la fête mais, à partir de 16h. dans les bâtiments préfabriqués, on pouvait assister à des projections et des débats sur les luttes dont un sur Griffet en 74. Puis vers 19 h. était prévu un forum entre Griffet, Idéal et Caron-Ozanne pour confronter les expériences. Pour les trois entreprises ayant à faire face à une fermeture le débouché est difficile



puisque ce ne sont jamais les travailleurs qui disposent des capitaux.

Pour Daniel Lauzier, délégué syndical CFDT, les batailles sur la rentabilité doivent céder le pas sur une attitude plus offensive. Sinon ce serait la gestion du capital. Pour un camarade CGT de Caron-Ozanne, il faut réfléchir à la nationalisation de l'ensemble de la branche. Mais l'essentiel de la discussion a tourné autour de la centralisation et de la coordination des luttes.

Maintenir des contacts.

A ce sujet il faut souligner le rôle déterminant des travailleurs de l'imprimerie Caron-Ozanne qui, en tirant un journal pour Idéal et Griffet aident à la circulation de l'information. Mais, pour le délégué CGT de cette entreprise, « ceci ne doit pas nous empêcher de mener la bataille nécessaire pour que nos directions syndicales prennent en charge ces tâches ». Pour le délégué d'Idéal-Standard, « la plus récemment en lutte puisque nous occupons depuis seulement huit mois » le pouvoir peut n'être que peu gêné par des occupations prolongées et isolées. La coordination doit s'étendre au niveau européen dans le cas d'une multinationale.

D. Lauzier, citant l'opération PLM en exemple où à la même heure, le même jour trois grues Griffet intervenaient à Paris, Lyon et Marseille, a proposé que soit envisagé le même type d'action, entre entreprises différentes. On ne peut passer sous silence la fausse note intervenue dans la préparation de ces journées portes ouvertes. Alors que le principe en avait été adopté en assemblée, paraissait le 30 avril dans La Marseillaise, organe local du PCF, un communiqué disant : « Les 1 et 2 mai vont se dérouler à Griffet deux journées portes ouvertes. L'intention est louable en soi s'il s'agit de soutenir la lutte des Griffet réunis autour de l'intersyndicale. Mais, où la CGT n'est pas d'accord,

c'est quand cette initiative est dominée par des organisations dites « de gauche » qui, au lieu de dénoncer pouvoir et patronat, concentrent l'essentiel de leurs accusations sur la CGT et les partis politiques de Gauche. C'est pourquoi la CGT ne participera pas à ces deux journées ». A l'heure où la lutte est à un tournant, l'unité syndicale passe par une nécessaire clarification et par des débats en assemblée générale sur tous les problèmes qui se posent.

Correspondant Marseille.

en lutte

Licenciements dans un Institut médico-pédagogique. Les travailleurs de l'IMP de Roxalière d'Apt (ADAPEI du Vaucluse) sont en grève depuis le 28 avril pour protester contre le licenciement d'un éducateur et d'un psychiatre. Dès jeudi matin la direction a riposté par la fermeture de l'établissement. Un comité de soutien s'est créé, il tient sa première réunion lundi 3 mai à 16 h à l'IMP.

Pour le soutien : Armand Rolland CCP 5 631 15 Marseille
Mention soutien grève Roxalière

SNCF - Paris Gare de Lyon : les roulants qui avaient participé au mouvement de grève prolongée le 19 mars ont été frappés de sanctions financières

Correspondant

GRENOBLE

Le personnel de Vidéo-cassette qui produit des émissions de télévision diffusées par câble sur la Ville Neuve est en grève depuis le 30 avril pour protester contre la suppression de la subvention accordée par l'Etat et contre la remise en cause de cette expérience unique dans son genre et contre les licenciements qu'elle entraînerait.

Les premières années de l'école d'infirmières du CHU de Grenoble ont voté la grève pour aujourd'hui à une majorité de 90% ; elle demandent le paiement au SMIG des stages à temps complet. Lundi une assemblée générale décidera de la continuation du mouvement et organisera des commissions sur la formation et sur les contacts à prendre avec le personnel hospitalier et les autres écoles du secteur sanitaire.

Correspondant

Institut de formation d'Educateurs spécialisés (Marseille) :

Mandril, délégué syndical de l'IFES avait été licencié par la direction. Après un premier échec devant l'inspecteur du travail, la direction a fait appel devant le ministre du Travail qui a accordé en définitive le licenciement. Une importante campagne de popularisation a été entreprise par la section CFDT : Meeting dans toute la France, 6 h dans l'Institut, pétitions, délégations.

Les travailleurs de la SEGID chargés du nettoyage au centre EDF d'Issy-les-Moulineaux sont en grève contre les chefs racistes, pour l'application de la convention collective, et des augmentations de salaire.

Après 20 jours de grève, dont cinq avec occupation (les derniers), les travailleurs de chez Saurin ont repris le boulot : le patron a cédé finalement sur pratiquement tout. L'essence dans la conserve à Lagny, et au nouveau syndicat CGT, animateur de l'action.

Correspondant

TRIBUNE des luttes

Syndicat National du Personnel de l'Energie Atomique - CFDT

Communiqué de presse.

Le Commissariat à l'énergie atomique, comme beaucoup d'entreprises, utilise pour des besoins permanents, des personnels d'entreprises extérieures : c'est un moyen pratique d'avoir une main d'œuvre sous-payée, avec une faible convention sociale et sans garantie d'emploi.

Monsieur F... était dans ce cas : chauffeur-livreur fourni par la SITA avec sa camionnette ; depuis deux ans et demi, pas d'égratignure, 100 000 kms sans aucun reproche ; et puis, le 26 mars 1976, le Département des Radioéléments du CEA qui utilise les services de Monsieur F... organise un « pot » Chacun trinque, Monsieur F... comme les responsables du département. A la sortie, Monsieur F... doit effectuer une livraison : c'est l'accident. Les responsables du Département, qui ont bu avec lui, demandent immédiatement son remplacement auprès de la SITA, le loueur de main d'œuvre ; seule une intervention syndicale a empêché le licenciement définitif de Monsieur F... qui se retrouvera éboueur...

Non contents de fuir leurs responsabilités en utilisant du personnel de louage, des responsables hiérarchiques de ce département du CEA poussent l'impudeur jusqu'à faire consciemment licencier un travailleur qui, jusqu'ici, n'avait fait l'objet d'aucun reproche et avec qui ils trinquaient joyeusement hier encore.

Syndicat national du personnel de l'enseignement privé SNPEP, section syndicale Berlitz.

8, rue du Hanovre, 75002 Paris.

Communiqué de presse

Tout le personnel des Ecoles Berlitz de la région parisienne avec sa section syndicale SNPEP-CGT ont entamé dès la fin du mois de février 1976 un mouvement revendicatif pour obtenir satisfaction sur la base de ces revendications :

- maintien du pouvoir d'achat par rapport à janvier 1975 : 5,2 % au 1.3.
- échelle mobile sur l'indice CGT
- revalorisation des salaires (240 f par rapport à l'enseignement technique de 1970 à 1975).
- grille des salaires et des qualifications applicable à tous.

Mais ni le réel mécontentement de tous, employés, cadres, professeurs, ni leur combativité n'ont conduit la Direction à négocier, celle-ci fait montre d'une intransigeance sans précédent.

Pour obtenir de réelles négociations, le Personnel des Ecoles Berlitz de la région parisienne a fait, au mois de mars, plusieurs arrêts de travail, et au mois d'avril, une journée de grève totale.

Si la direction a concédé depuis le 26 mars après les diverses actions 3 % au 1^{er} avril, puis 1 % au 1^{er} Mai, elle se refuse à maintenir le pouvoir d'achat pour 1976 et à satisfaire les revendications.

Pourtant Berlitz peut satisfaire les revendications. Les bénéfices augmentent régulièrement depuis 5 ans et en 1975 ils accusent une progression de 61 % par rapport à 1974.

Pour obtenir de réelles négociations et satisfactions, le Personnel de toutes les Ecoles de la région parisienne et pour la première fois ceux de Marseille font une grève de 24 heures le mardi 27 avril 1976.

LA ROCHELLE

VIOLENCES POLICIERES

Depuis plus de trois semaines, une grosse convergence de luttes soulève la métallurgie rochelaise. De nombreuses manifestations, meetings communs, ont mobilisé une demi-douzaine de boîtes sans les plus grosses entreprises de la ville à Alsthom, ACRP, STIMA, CIT-Alcatel et SEMAT. Vendredi 30, les flics ont chargé à plusieurs reprises les travailleurs venus soutenir vingt de leurs camarades inculpés par le patronat.

Après le rejet des cahiers de revendications déposés en janvier dans chaque boîte, les syndicats CGT et CFDT ont voulu porter les négociations devant la chambre patronale de la métallurgie, sur une plate

forme commune reprenant els principales revendications, dont 150F pour tous et 2 % d'augmentation. Plus les 40 h.

Pour soutenir les ouvriers d'Alsthom ainsi menacés, les travailleurs se retrouveront au meeting commun CGT-CFDT, lundi matin à l'Encan. D'autre part, tous les travailleurs se réuniront l'après-midi à 15 h, sur l'esplanade du Parc, afin de riposter à l'agression policière de vendredi.

Face à ce patronat réactionnaire et à un gouvernement à son service, l'union des travailleurs et de leurs organisations sont à l'ordre du jour.

Correspondant.

ETUDIANTS

DES JOURNÉES DECISIVES

Tout le monde sent que ces prochains jours vont être décisifs pour l'avenir de la grève sur les facultés. Le mouvement se trouve devant un double blocage : celui du pouvoir dont l'intransigeance ne peut être que renforcée par la trahison ouverte de la direction du SNESup et de l'UNEF-Renouveau. Le refus de la part de la direction de la CGT et de la CFDT d'accepter les comités de grève au sein du cortège syndical n'est qu'un coup bas de plus apporté contre une lutte qui, décidément, effraye les bureaucrates de tout poil !

Pour nous, sans sous-estimer les difficultés, la bataille pour la grève générale qu'a maintenue la coordination de Censier reste la seule voie possible. Mais il faut savoir l'asseoir dans le milieu et la mener devant des assemblées générales massives et non la faire simplement revoter par une minorité pour se donner bonne conscience ; il faut savoir la nourrir de batailles concrètes : contre les tentatives de reprise en main, de normalisation qui apparaissent comme à Paris (Dauphine, Clignancourt) ; sur la question des examens. Il faut savoir l'ancrer dans une perspective de bataille contre l'Ecole de classe en discutant autour de la plate-forme votée à Censier, en la complétant, l'amendant pour que prennent forme des instruments de lutte prolongée pour une formation au service des travailleurs.

La coordination de Lyon sera le moyen de faire le point sur l'état de la mobilisation et des formes concrètes à lui donner pour continuer la lutte.

**ACHETEZ
ROUGE
TOUS
LES JOURS
DANS LE MEME
KIOSQUE**

NANTES

ARRACHONS LES BORDS DE L'ERDRE AUX DESCENDANTS DES NEGRIERS !

L'Erdre de Nantes à Sucé : une rivière comme il y en a des dizaines en France, des kilomètres de rives préservées qui en font un lieu de promenade et de détente privilégié pour les milliers de travailleurs de la banlieue nantaise. Mais aussi, comme ailleurs, l'accès y est devenu impossible sauf en de très rares endroits.

Autrefois, les nobles et armateurs négriers nantais y acquièrent de vastes propriétés, de somptueux châteaux et des terres de chasse. A leurs descendants sont venus s'ajouter de nouveaux seigneurs qui ont construit sur les rives des petits palais : patrons, agents immobiliers, avocats, officiers et médecins spécialistes...

Ils accaparent l'Erdre, ils ont monté des grilles, des murs, des barrières, alors qu'il n'en ont pas le droit : l'Erdre étant une rivière navigable, ils doivent laisser un passage de 3m25 le long des rives.

En 1970, un Comité d'accès aux bords de l'Erdre se forme avec des

NI JULES FERRY, NI RENE HABY

1/ DERRIERE LA SEDUCTION

par Jeamic, Rozen et Kent

Nous commençons aujourd'hui la publication d'une série sur la réforme Haby. Son caractère précis et entretenu des décrets Haby nécessitait une telle dissection, pourra paraître par trop austère et spécialisé.

Décrets par décrets, la réforme Haby se met en place doucement. Notre ministre tire les leçons des luttes des universités et applique les recommandations « pédagogiques » de Giscard : expliquer la réforme, en utilisant le vocabulaire psychopédagogique qui plaît aux enseignants et qui « récupère » les travaux et les recherches pédagogiques de ces dernières années. Présentée ainsi, par thème de réflexion, la réforme apparaît, pour nombre d'enseignants, plutôt séduisante. Elle donne un objectif sérieux, crédible à l'enseignement et responsabilise l'enseignant : au lieu de former des chômeurs (reproche insupportable et douloureux) dorénavant l'Ecole formera des travailleurs adaptés qui trouveront des emplois sûrs correspondant à leur qualification. De ce fait, l'enseignant retrouve sa place et sa justification dans le système social.

C'est bien dans cet aspect séduisant (au niveau du vocabulaire et des « objectifs »), c'est bien dans cette apparence d'une simple harmonisation d'un système déjà existant, qu'est le danger. Or, en fait, la réforme Haby achève de détruire ce qui restait d'indépendance à l'institution scolaire et met l'Ecole, plus parfaitement et totalement, entre les mains du patronat et sous la dépendance des objectifs économiques du Plan.

La réforme rentabilise

Les redoublements qui augmentent considérablement les coûts de l'éducation sont diminués. En effet, ce sont les familles qui décideront un certain nombre de redoublements et il est facile de prévoir que dans la grande majorité des cas, elles refuseront les redoublements conseillés, les estimant « une pure perte de temps ». Parallèlement, les familles de milieux socio-culturels aisés auront la possibilité de faire parcourir le cursus scolaire de l'école élémentaire à allure accélérée (entre la maternelle et la 6ème on pourra gagner 3 ans). Ainsi la Réforme fait d'une pierre deux coups : diminuer les coûts de formation par accélération du cursus pour les uns, et par suppression « volontaire » des redoublements pour les autres.

Les suppressions de postes d'enseignants : la réforme prévoit des « options de soutien » et « d'approfondissement » se greffant sur un tronc commun de connaissances « moyennes ». N'est-ce pas l'introduction d'un enseignement à deux niveaux : un enseignement théorique pouvant se

faire devant un auditoire très nombreux (voire même par des moyens audio-visuels, joli marché pour Hachette !) et repris, adapté, par groupes plus petits, en « travail indépendant », sous la « surveillance » de professeurs-répétiteurs, soit en enseignement de soutien, soit en option

d'approfondissement. Ainsi, on peut réduire, de façon intéressante, le nombre de postes d'enseignants, et même, pourquoi pas ? introduire une nouvelle hiérarchisation : les profs théoriques et les profs applicateurs.

Demain : la réforme sélectionne.

TRIBUNE LIBRE

Guy Geb, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs (SNI) « consacre son dernier éditorial (l'Ecole libératrice n° 27 du 23 avril 76) à la crise de l'université.

On est d'accord avec lui quand il dit que l'enseignement supérieur est confronté à « deux problèmes cruciaux : celui des relations de l'enseignement avec le système de production, celui de l'emploi. », oui, l'intérêt de la société au pouvoir « Est que les futures cadres supérieurs soient bien issus d'elle-même ». Soignons donc, comme Guy Georges nous invite d'emblée « le malade plutôt que les maladies » Voyons un peu la thérapeutique. C'est là que les choses vont moins bien...

Affirmer que « le problème est encore une fois celui d'un choix politique... en matière d'éducation » (les points de suspension sont de moi), conclure qu'il faut « repenser l'enseignement supérieur » et « d'urgence revoir tout le corps malade du système éducatif » ; révéler enfin le remède, prôné depuis longtemps par le SNI, à savoir instaurer dans ce système une continuité de l'école élémentaire et du collège « c'est être naïf au suprême degré ou se moquer de ses lecteurs.

En vérité, le SNI ne tient pas à reconnaître que le malade est, fondamentalement, un système social aberrant et odieux ; le malade, ce serait l'institution scolaire, comme si cette dernière ne pouvait ne pas être, pour l'essentiel qu'un service de l'Etat. Non monsieur Georges...

Les « racines », comme vous dites, elles prennent naissance dans la vie quotidienne de milliers d'enfants et de leurs familles. Et les parents de ces enfants-là subissent plus ou moins consciemment la monotonie, la pauvreté de la vie...

Est-ce que dans leur usine, leur chantier, on leur demande de réfléchir, de parler, d'organiser leur temps, leurs tâches, leurs lieux de travail ? Et pourquoi leurs gosses auraient-ils envie, au cours préparatoire de l'école primaire, par exemple de parler, de lire, d'écrire, c'est-à-dire de découper, de maîtriser, d'organiser eux aussi un peu mieux le temps et l'espace ?

Faut-il renvoyer le Secrétaire général du SNI à la très sérieuse publication la psychiatrie et l'enfant (1963, vol 6 fascicule 2, page 344) : « Nous avons observé de nombreuses familles chez lesquelles la langue était singulièrement dévalorisée, père taciturne s'exprimant plus par grognements que par un discours cohérent, mère harassée, ne parlant que pour se plaindre de son sort et de la méchanceté de ses enfants... Les enfants n'ont alors jamais le sentiment que le langage peut leur apporter information ou satisfaction ».

Tant que subsisteront hors du système éducatif les divisions actuelles du travail (manuel, intellectuel, avec les hiérarchies qu'elles entraînent) tant que se maintiendront les ségrégations dont les plus voyantes sont les séquelles du colonialisme, le système scolaire restera une machine à sélectionner ». Au fait, F. Mitterand n'a-t-il pas dit récemment qu'il n'était pas question de changer profondément la société française ? Mais j'allais oublier que le SNI appartient à la très autonome Fédération de l'Education Nationale...

Allons, il y a décidément diverses façons de proposer le changement sans risques.

P. A. Inspecteur de l'Education nationale

les femmes luttent

● L'information des femmes n° 6 :

Des nouvelles sur la vie des groupes, à Paris, en banlieue, en province, sur les luttes des femmes, dans les facultés, les quartiers, les entreprises. Des nouvelles du mouvement des femmes à l'étranger, des adresses. Toute la liste des films en bandes vidéo sur les femmes.

Pour ne pas rester isolées, pour savoir ce que font des femmes ailleurs, pour faire savoir ce que vous faites, abonnez-vous, écrivez, à l'information des femmes ; 31 rue du Transwaal, 92 250, La Garenne-Colombe, tel 780.17.13.

Le numéro 2F, l'abonnement annuel : 30F.

Avec ce numéro, vous recevrez les textes de débat autour de la création d'un centre de femmes.

CHOMAGE AU FEMININ



● Chomage au féminin, brochure publiée par le courant « femmes en lutte ».

Au sommaire, entre autres : Le travail des femmes. Les horaires mobiles. Le retour au foyer. Les droits des chômeuses...

Pour l'obtenir, pour contacter le courant, écrire à « Femmes en lutte » 174, rue Championnet 75018 Paris. La brochure vaut deux francs, libellez vos chèques à l'ordre de Eliane Viennot (paiement à la commande).

● Marseille :

Pour défendre les 6 militantes du MLAC indulpées à Aix en Provence (elles avaient pratiqué un avortement sur une mineure sans l'autorisation de ses parents) la coordination des groupes femmes de Marseille, le MLAC, le PSU, la LCR, l'OCR ! ont décidé une campagne pour : — défendre les inculpées d'Aix contre la politique répressive du gouvernement qui s'est déjà manifestée sur d'autres terrains.

— dénoncer la loi Veil en mettant en évidence tous ses aspects restrictifs.

— imposer l'application de la loi Veil dans les hôpitaux mais sous le contrôle des femmes.

Dans le cadre de cette campagne, le samedi 29 mai sera une journée régionale d'action préparée dès aujourd'hui par la signature massive de pétitions, par des brochures d'information, etc.

Participez nombreux(ses) à toute ces initiatives ; mobilisons nous massivement.

FRESNES :

Semaine du 10 au 15 mai : « Du côté des femmes » MJC de Fresnes, 2 avenue du Parc des Sports.

Exposition permanente de photos, livres, dessins, tissages. Restaurant « Le pied dans le plat », débats, films, vidéo, chansons. Crèche tous les soirs.

Les locaux seront ouverts tous les jours à partir de 18h30, le week-end à partir de 14h. Une salle sera réservée exclusivement aux femmes.

Prix : 10F par soirée, 35F pour la semaine. Pour avoir le programme détaillé : 237.82.67 et 237.63.42.



Occupation et « Aménagement » le 27 avril 1976 de la propriété de M. de Lesmaisons, maire de La Chapelle-Erdre et propriétaire de 3 km de rives sur l'Erdre. (photo CB)

kilomètres occupés : « Tous à vélo, en auto, en canoë, à pieds, participons au Rallye pour goûter ce jour là, la joie de vivre sur les deux rives de Sucé à Nantes. »

Correspondant

● Ce sont plusieurs milliers de personnes (2 à 3000) qui se sont retrouvées dans ce rassemblement au succès inégalé, dans une ambiance de fête populaire autour d'un immense pique-nique.

Entretien avec Bernard Lavilliers LE DROIT DE CHANTER : UTOPIA ?

Sortir de la zone, c'est une revendication permanente de Bernard Lavilliers. L'usine, il a essayé, puis la boxe et depuis il tente de raconter et d'expliquer son envie de vivre, en chantant. Pour tous ceux qui, à priori, ne jouissent d'aucune facilité particulière de contact avec le show-bizz et qui de plus crient des choses que beaucoup risquent de

prendre comme une attaque, aussi bien de l'autre côté de la zone que parmi... les militants, ça veut dire aller de « galère en galère » expression des plus répandues dans tout le milieu de la musique en France. Et la galère, Bernard Lavilliers la connaît bien pour y avoir goûté souvent. Aujourd'hui Bernard Lavilliers n'est toujours pas

complètement sorti de la zone. Mais dans ce monde où l'ordure et la frustration règnent, il trouve suffisamment d'espoir et de volonté de lutte pour continuer de galérer en attendant le jour où l'on pourra vivre intensément. C'est une revendication à laquelle nous souscrivons et nous offrons nos pages pour y aider.

A. Bretzel

Est-ce que chanter, être public, modifie ta personnalité ?

Non... ça ne peut que pousser une tendance à la provocation ; chanter ne change rien à mon tempérament, et être public, s'imposer en tant que personnalité ça t'empêche de te faire laminer par la machine anonyme... Si je chante c'est pas un hasard, avec tous les barrages, les emmerdements faut vouloir. L'inspiration c'est le fait de la volonté, et chanter c'est une façon d'agir. Tu as le désir de t'exprimer, tu pousse tes tendances au paroxysme, tu montes sur une scène, ça te change pas, ça t'éclate... Tu peux aussi garder tes trucs dans un tiroir, au bout d'un moment il sera plein et puis voilà. Tandis que si tu accélères la vie - chanter c'est une façon d'accélérer les processus et d'accentuer les contradictions - tu

arrives forcément à tout faire péter.

Les gens sont paumés, ils ne savent pas vivre avec leur ventre. Si tu ne vis pas tes impulsions, t'es un mort.

Est-ce que tu penses appartenir à un mouvement, une dynamique ?

Dans Utopia, j'explique ce truc : c'est les barbares. Je ne suis pas un marginal, je suis un barbare : c'est une façon de pousser la roue de la révolte et les gens qui poussent cette roue seront éliminés, regarde l'histoire, on est trop exigeant vis-à-vis des autres et de nous-mêmes, on veut tout tout de suite et quelle que soit la forme de pouvoir, on est contre. On est nombreux, sans connexion, sans lien particulier, qu'un certain regard.

Utopia, c'est un texte important, tu

en parles beaucoup, on y voit une maîtrise de l'écriture... Un texte, ça représente quel cheminement ?

Utopia c'est un souffle. Ce qui fait le cœur d'un texte, c'est le rythme je veux éviter qu'il y ait un mot de trop ou une note de trop. Ça doit être précis et concis. Tu n'arriveras à délirer que si tu te connais parfaitement, tu emploieras ton corps comme un instrument, donc tu pourras donner à l'expression le rythme qu'il faut pour l'impact que tu veux. Au tremment, tu retombes dans les plans des autres... Je peux écrire n'importe où. Utopia je l'ai écrit plusieurs fois dans ma tête. Quand je sens le texte c'est mûr, j'y vais.

Tu as joué dans les facs en grève, en liaison avec les mouvements qu'il peut exister dans ces facs. En attendais-tu quelque chose, s'est-il passé quelque chose ?

A Villetanneuse, oui. Villetanneuse c'était bien mais il a fallu un effort colossal pour qu'ils aient envie de faire quelque chose, la salle s'est réveillée et a donné son énergie pour construire un instant fort. A Villetanneuse ils se sont bien branchés par rapport à la situation, puis pour moi ça a été une mise au point qui consiste à dire que tous les gens de notre métier ne sont pas des chiens qui vivent dans le luxe et que c'est pas une honte pour eux s'ils prennent des sous pour le faire. Il n'est pas question de gagner des milliards mais seulement de survivre sans avoir les huissiers sur le cul tout le temps.

A Jussieu il y a encore eu plus de problèmes au niveau matériel, mais là, il ne s'est passé quelque chose qu'avec les mêmes gens que d'habitude, et ça c'est encore plus frustrant que les problèmes de blé. C'est important que les autres se lèvent au moins une fois dans leur vie...

D'autre part on te fait une réputation d'anti-militant, tu as déjà eu des problèmes car on t'a accusé d'agresser ceux qui s'organisent et qui ont choisi une forme de lutte collective. Est-ce que c'est vraiment du baratin ?

J'ai en partie répondu à cette



question plus haut, en parlant des gens coincés par leur idéologie. Les partis nous ont toujours traités dans leurs fêtes ou galas de soutien, de la même façon que les organisateurs capitalistes, ils n'avaient pas le désir qu'il se passe autre chose. On nous utilisait et souvent à des fins ou à des causes qui sont proches de nos aspirations, d'où la distance qui s'est créée entre eux et nous. Il est arrivé à des organisations politiques de refuser de tenir compte des luttes pratiquement syndicales dans le métier pour faire aboutir leurs projets, tout en nous utilisant. D'autre part on a conscience d'appartenir tous aux gens qui poussent la roue de la révolte en dehors de toute structure qui pourraient nous limiter, nous fermer, nous freiner.

Les mecs nous refusent le droit au travail, ce que je ne comprends pas, c'est cet anarchiste qui monte sur scène pour m'engueuler parce que la FA me donne 2000 F pour couvrir les frais du groupe et qu'en plus je suis obligé de défendre mon matériel qui est pour moi un instrument de travail et un moyen de me faire entendre en allant aux gens dans les MJC comme dans les grands meetings. Ce que je ne comprends pas c'est la décision de la Ligue de travailler sur l'organisation de leur fête en faisant confiance plutôt aux organisateurs du business capitaliste, plutôt qu'aux gens plus proches d'eux, nous, les barbares.

Tu es connu dans le métier, tu fais des disques, les gens commencent à se déplacer quand tu chantes quelque part, est-ce pour toi une sécurité ?

Au niveau matériel, non, ce métier est tellement une incertitude, d'abord tu peux d'un jour à l'autre ne plus avoir d'inspiration, quantités de pièges se présentent à toi qui peuvent laminer ta volonté et te faire disparaître toi, en tant que mec. On vit vraiment ce qu'on est, sans sécurité sociale, à chaque spectacle on n'est jamais sûr d'en refaire un autre, comme à la boxe il y a un jour où tu tombes, et là c'est vraiment dur pour toi. On nous prend pour des nababs alors qu'on est un sous-prolétariat qui n'a même pas la sécurité de l'emploi, mais au fond je crois qu'on n'en veut pas non plus.

Chaque concert c'est une remise en question et à chaque fois que tu joues, il faut qu'il se passe quelque chose. S'il ne se passe rien, ça t'ennuie. La rencontre avec une salle, c'est créer un instant vécu par les gens qui sont venus. Ce qu'on peut reprocher à un certain public c'est qu'il n'accepte de vivre un instant avec toi que si tu lui chantes ce qu'il a envie d'entendre et ça c'est vraiment la démagogie du public... Ils ne viennent pas pour s'éclater avec toi, ils viennent satisfaire leur ronronnement quotidien. Mais souvent les gens ne sont pas assez ouverts pour l'accepter et se contentent du banal de la radio qui leur raconte leur misère, plutôt que de rentrer dans les folies créatrices de la colère. Je veux un nouveau monde, je veux vivre intensément, c'est pour ça que je chante. Je désire que chaque concert soit une rencontre, où l'on crée dans de nouveaux rapports, des instants de vie privilégiés et subversifs.

UTOPIA

Le chanterai le nouveau monde
Né de la zone et de l'ordure
En ce temps-là vos belles actions
Passaient toujours par l'écriture.
Vous vous gaviez de projections
De projets sérieux de futur
Pendant que l'ordre et la répression
Nous alignaient contre les murs
Vous ronronniez pour le vieux monde
Dans l'opposition objective
Respectant la règle et la ronde
Dans vos manchettes malades
Ça puait le médicament
La frustration et le soumis
Ça sentait déjà l'électron
Le temps qui passe à crédit
Des technocrates maigrichons
Vous prédisaient des jours meilleurs
Des aurores de l'expansion
A la sournoise nuit des chômeurs
Vous faisiez du lard aux ceintures
Les pancartes au bout de vos bras
mou
Faisaient des cercles dans l'ordure
Ou vous vous trainiez à genoux
Les barbares qui montraient leurs
crocs
Aux barrières des périphériques
Ricanaient remplaçant vos mots
Par des cris de guerriers celtes
Vous en aviez froid dans le dos
Bien qu'expliquant le phénomène
Vous essayiez de rentrer tôt
Détestant les milices urbaines
Vous nous regardiez en ces temps
Inventer une autre musique
Fait de violence et de sang
D'ignorance et de prophétie
Votre raison vous pesait lourd
Dans vos masochistes partouzes

Dans vos chansons d'amour
Votre révolte et vos ventouses
La petite gauche vivait
Frileuse comme une alouette
Vos bars, vos fêtes, vos congrès
Vos chanteurs, vos peintres, vos
poètes,
Votre raison, votre culture,
Vos illusions, vos habitudes,
Vos démissions, votre droiture,
Vos ambitions, vos certitudes
Cette lucidité bidon
Qui remplaçait si bien les tripes
Etait sinistre et sans passion
Et militante et castratrice
Elle vous bloquait le creux des reins
Comme un calcul diabétique
Et vous laissait sur votre fin
De bien nourris et d'asthmatiques
Nous rêvions d'une autre planète
En ce futur t'en souviens-tu ?
Nous tirons des plans à facettes
Vers des comètes disparues
Nous pressentons une cassure
Une crevasse nette et sanglante
Une balafre dans l'azur
Un cran d'arrêt dans le silence
Une fissure dans le certain
Une embolie dans la finance
Un détonateur dans la main
Un embarras dans la nuance

Nous visons au raz des pavés
N'ayant jamais connu la plage
Et jamais le roi des étés
Ne s'est inscrit au paysage
Nous avons la haine au profond
Une haine fondamentale
De la hiérarchie et des cons
Du quotidien et du fatal.

Dans l'objectif

REGIONS

CHARLEVILLE-MEZIERES

● « Le lézard rouge, qui est un ciné-club et pas une nouvelle publication des comités de soldats, projette à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 5 mai Français, si vous saviez de Harris et Sédouy au cinéma Artistique. Ce soir à 20 H 30 : En passant par la Lorraine

LYON

● Le « Cinématographe » (44, cours Suchet - tél : 37 24 84) organise pendant la première

quinzaine de mai un cycle de projections sur le thème de l'homosexualité. De nombreuses séances, que nous signalerons seront suivies de débats. Trois films seront diffusés : *Pink narcissus* (ce film fut longtemps interdit), *Une chose très naturelle* (un film qui veut s'adresser aux hétéros et aux homos) et *Miss'ogynie et les hommes fleurs*.

Seuls les deux premiers passeront ce soir respectivement à 18 H et, pour le second à 19 H 45 et 21 H 40.

METZ

● Jusqu'au 9 mai, on passe le film d'Alain Tanner *Family Life* au cinéma Pax (rue du 20° corps

américain).

RENNES

● La soirée, à la Maison de la culture de Rennes, est ce soir consacrée à une « animation-musique », avec la chorale « à cœur joie ». Théâtre permanent. 20 H 30. Entrée 3 F pour les non-adhérents (pour eux c'est gratis, s'ils ont réservé).

SAINT-CHAMOND

● Quelle activité dans la petite ville de Saint-Chamond ! Jusqu'au 14 mai, la salle Lamartine présente une exposition de lithographies prêtées par le musée de St Etienne.

BANLIEUE

VINCENNES

● *Le Misanthrope* ou *Regards sur la folie au siècle de Louis XIV* (mise en scène de Jean-Pierre Dougnac), lundi à 21 H ; théâtre Daniel Sorano, rue Ch. Pathé - 94300 Vincennes

PARIS

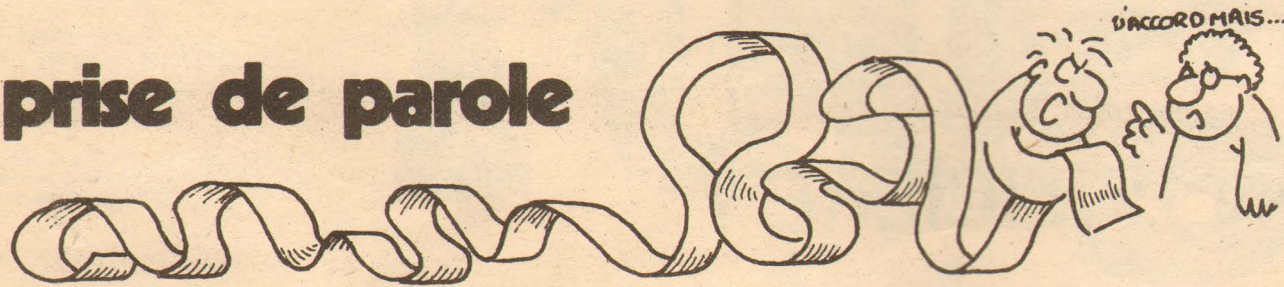
● Jusqu'à demain soir au café d'Edgar dans la salle II, un spectacle : musique tout horizon : *Mélusine* ; Café théâtre : *Frissons sur le secteur, La Chose*, par le théâtre de l'escalier.

A partir de 19 H 30, 58 bd Edgar Quinet - Tél 326 13 68

GALA DE SOLIDARITE

Le lundi 3 mai à 21 h.
les sections CGT du théâtre de la Commune d'Aubervilliers organisent un gala de solidarité pour les travailleurs de chez Courtine et Mécano en grève.avec
Djamel Allam
Michel Buhler
Jean-Yves CHetail
Le Coup de Rouge
Imago
Fanfare « L'aubépine »
Mireille Rivat
The Pigsty Hill Light Orchestra
Bons de soutien : 15 F
et Cinéma à 19 h :
Grandin, les raisons d'une victoire et A nous la liberté de René Clair
Bons de soutien : 7 F.

prise de parole



« HISTOIRE DE LA PENSÉE,
HISTOIRE DU LANGAGE ? »

Un dossier controversé

REPONSES A WUNDERBLOCK

Dans le n° 14 de *Rouge* nous publions un dossier intitulé « Histoire de la pensée, histoire du langage ? » qui a fait couler beaucoup d'encre.

Que l'ensemble des camarades qui nous ont écrit à ce sujet nous excusent : la petite avalanche de lettres que nous avons dû affronter nous a contraint à rester silencieux pendant un mois, le temps de regrouper les lettres par thème, d'en extraire les passages les plus intéressants, les plus significatifs.

Certaines lettres où les arguments se font écho et que nous ne publions pas ici ont, à juste titre, souligné l'organisation erronée, peu pédagogique de ce dossier (réalisé non pas par la rédaction de *Rouge* mais par le collectif d'écriture Wunderblock). Il aurait été indispensable, nous en convenons, de le faire précéder d'un « chapeau » d'explication et de présentation de la rédaction de rubrique, comme auraient pu être évitées quelques maladresses : oubli de la signature du

collectif dans la colonne « édito » « titrage qui pouvait prêter à confusion (les deux articles « Plus erre » et le théâtre précieux de la révolution » n'avaient pour ambition que de « réécrire » deux ouvrages : *Louise basse* et *L'écrit fait masse* et non de proposer une analyse exhaustive des rapports de la pensée au langage). Erreur d'une équipe qui a du mal à maîtriser les relations avec les « compagnons de route » de la révolution. Mais comme nous le proclamons dans l'un des premiers n° 0 : nous réclamons le droit à l'erreur !

Nous n'en défendons pas moins le choix de publication que nous avons fait, en tant que méthode : accorder une page et demie à un collectif d'écriture, sympathisant de l'organisation, nous semble être une démarche tout-à-fait justifiable, étant bien entendu qu'il ne saurait en aucun cas être question pour nous de privilégier ledit groupe en lui décernant le titre d'avant-garde. Mais

laisser s'exprimer de tels groupes procède d'une démarche qui vise à faire connaître des courants littéraires (ou autres) aux lecteurs de *Rouge* et à encourager le débat sur des questions peu abordées au sein du courant marxiste-révolutionnaire. C'est pourquoi aussi, il ne peut être question dans de tels cas de censurer le vocabulaire même s'il risque d'être incompréhensible pour certains camarades. Nous ne pouvons que conseiller et suggérer, ce que nous avons fait. Les camarades - en l'occurrence de Wunderblock - prennent ensuite leur propre responsabilité.

Trotsky dans son *littérature et révolution* expliquait ainsi cette conception : « L'art doit se frayer sa propre route par lui-même. Ses méthodes ne sont pas celles du marxisme. Si le parti dirige le prolétariat il ne dirige pas le processus historique. (...) L'art n'est pas un domaine où le parti est appelé à commander. Il protège, stimule, ne dirige qu'indirectement. Il accorde sa

confiance aux groupes qui aspirent sincèrement à se rapprocher de la révolution et encourage ainsi leur production artistique. Il ne peut pas se placer sur les positions d'un cercle littéraire. Il ne le peut pas, et il ne le doit pas. » (p. 250/51 - 10/18).

C'est fort de cette conception que nous avons publié ce dossier,

souhaitant ainsi provoquer un débat. C'est chose faite. Nous publions aujourd'hui et demain de longs extraits des lettres les plus significatives et deux réponses toutes deux différentes, de rédacteurs de la rubrique

la rédaction

MAUVAISE FOI ET CYNISME

Avant de commencer, il faut d'abord dire que je suis préposé PTT, même pas ex-lycéen ou ex-étudiant, et que la rubrique « culture » me tient à cœur, surtout lorsqu'il y a des débats contradictoires. Ceci dit, bien que je ne sois pas ouvrieriste (pas plus que méprisant envers ces derniers), il me semble que la LCR s'adresse avant tout à la classe ouvrière. En est-il de même de l'article « Histoire de la pensée, histoire du langage ? » ? On peut affirmer sans hésiter : non. D'ailleurs, le collectif explique que ce ne sera peut-être pas « clair et compréhensible pour tout le monde. Tant pis. » Quelle mauvaise foi « peut-être » et quel cynisme « tant pis ». (...)

Il aurait mieux valu faire une étude prolongée, sur plusieurs jours ou semaines, sur une demi-page. Il est vrai que nous avons du retard théorique dans de nombreux domaines, mais nous avons quand même de solides acquis : « toute liberté en art ». Sur ce sujet, effectivement il est fait des pages et des pages. (...)

Aujourd'hui, l'avant-garde culturelle est assez forte et conséquente pour qu'on la favorise ; de faveur à privilège, il n'y a qu'un pas. Et pourquoi pas la reconnaissance d'une tendance de cette avant-garde par le parti tant que nous y sommes ? (...)

André B.

WUNDER NOUS BLOQUE

D'accord avec l'idée qu'aujourd'hui la LCR se doit de connaître l'avant-garde culturelle, mais une avant-garde doit elle être nécessairement incompréhensible pour mériter le label révolutionnaire ?

Notre position est nette : toute licence en art. Soyons clairs, nous ne rejetons pas « en bloc » la tentative du collectif de s'exprimer dans le cadre d'un quotidien révolutionnaire. C'est aussi le rôle d'un quotidien lié aux avant-gardes culturelles de rendre compte des recherches actuelles en matière d'art.

Mais il s'agit du quotidien *Rouge* s'adressant aux travailleurs qui ne connaissent pas forcément les théories « barthésiennes et lacan-

niennes » (au fait pourquoi pas « de Barthes et de Lacan » ?)

La meilleure façon de nous les faire connaître n'est certainement pas de pérorer des mots sans fin : « ... (prête-ote, trépote, tripote l'être, ... oh poètes !) ».

Le seul résultat qu'on pourra obtenir c'est de nous retrancher dans un « bunker culturel » à l'abri des critiques des masses (celles-ci n'ayant pas les moyens, avec de tels articles, de nous critiquer).

Le rôle du quotidien *Rouge* est de donner les armes pour la critique et pas nous écraser sous un tas d'incompréhensions. Et, en cela, la rédaction elle-même est en cause. D.G.

QUAND LE LANGAGE EST MAÎTRE...

« C'est la mort qui est le sujet (en tous sens) de ce roman. »

« Un livre moderne, parmi ceux qui aujourd'hui révolutionnent la littérature à lire par ceux qui veulent révolutionner le monde. » (Deux citations tirées de « Plus erre », du collectif Wunderblock. *Rouge* N°14)

Une autre citation, de Che Guevara celle-là : « Le devoir de tout révolutionnaire est de faire la révolution. » Nous ne croirons personne sur parole (même si cette parole s'étale sur deux pages dans un des principaux instruments d'expression des idées révolutionnaires d'aujourd'hui).

(...) Le collectif Wunderblock prétend qu'après Barthes, Derrida, après *Tel Quel*, il n'est en effet plus possible de parler du contenu d'œuvres telles que celles que nous présentons. Le collectif Wunderblock se prive de toute possibilité de critique du contenu, nous parlerons donc du contenu et de sa ré-écriture.

Il ne s'agit pas ici de remettre en cause la sincérité de ceux qui se proposent d'« en finir avec la conception idéaliste du langage ». Au contraire, il est hautement significatif qu'une lutte sans concession contre les formes archaïques de la pensée bourgeoise, réintroduise au cœur de sa méthode les catégories, la forme de pensée qu'elle se proposait à l'origine de combattre. (...) Les références que se donne le collectif, aussi bien que les grandes lignes de ce qu'il expose nous permettent de le ranger dans un ensemble plus vaste qui gravite autour de ce qu'on appelle la « nouvelle critique ». Certains

remaniements sont en train de s'opérer au sein de l'idéologie bourgeoise et dans les sciences humaines sous les pressions de la période historique. Wunderblock, la nouvelle critique, la « nouvelle gauche » sont des produits particuliers de ce processus général. La vérité du mouvement qui à l'heure actuelle se propose de révolutionner l'ensemble des sciences humaines apparaît sous la forme d'une mystification comme il y en a eu bien d'autres dans l'histoire.

L'éditorial « Pour en finir avec la conception idéaliste du langage » semble à première vue enrichir le programme révolutionnaire ; c'est en termes de tâches politiques qu'est présentée « la nécessité d'un choix : celui pour le parti révolutionnaire, de favoriser tout ce qui vient aggraver la crise du langage et de sa conception idéaliste, la crise du sujet psychologique ».

(...) Il est toujours dangereux de séparer les morceaux de phrase de leur contexte. Nous avons appris quelques lignes plus haut « le caractère fictionnel du sujet, sa dépendance par rapport au langage ». L'aggravation de la crise psychologique du sujet est l'aggravation de la crise du langage. Le véritable sujet c'est le langage. En théorie, c'est l'impossibilité et l'inutilité de toute analyse de contenu. En pratique cela donne la conception de l'article « plus erre ».

(...) Ce courant de pensée tend à s'installer aujourd'hui dans l'ensemble douillet de la « pensée universitaire ». Depuis 68, il se répand dans les sections de lettres de la faculté, et le discours structuraliste tend à remplacer le

discours traditionnel du mandarin. Pour la vieille garde universitaire qui ne peut tout de même pas changer de langage aussi vite que le changement de conjoncture idéologique le nécessiterait, la pensée structuraliste en linguistique fournit aisément les références qui viennent colmater les brèches culturelles que la crise des valeurs a définitivement ouvertes.

(...) C'est plus qu'parallèle qu'il faut tracer entre la petite phrase de « plus erre » (« c'est la mort qui est le sujet (en tout sens) de ce roman ») et cette autre d'Althusser qui reproduit au sein du marxisme la même forme idéologique : « L'histoire est un procès sans sujet ».

En période de montée révolutionnaire mondiale, de remise en cause conscient des rapports de production capitalistes à tous les niveaux comme phénomène de masse, de telles allégations ne sauraient représenter que les formes sophistiquées d'une pensée réactionnaire décadente. Le facteur subjectif de l'histoire est condamné au moment où il ne s'est jamais tant affirmé. L'homme serait purement objet de structures qui le domineraient totalement, ici la structure linguistique. « Plus erre » suit la logique autonome de la syntaxe, la logique mécanique du « plaisir du texte » et la forme y engendre le fond. Le jeu de mots y tient tout naturellement une place centrale, le langage est le maître et non plus l'instrument du sens. Le sens est jeté avec le sujet dans les poubelles de la conception idéaliste du langage.

Jean Camille (Bordeaux)

LE LANGAGE S'USE

C'est avec enthousiasme que j'ai lu le n° 14 de *Rouge*. Les deux pages qui y sont consacrées aux textes du collectif Wunderblock constituent un pas en avant déterminant dans un débat sur la « culture », débat qui a son rôle à jouer dans la lutte contre l'économisme.

Les révolutionnaires comprennent l'analyse de Marx sur la valeur, l'utilisent pour dénoncer l'exploitation capitaliste. Mais cette théorie est oubliée lorsqu'il s'agit de l'art.

Or, le langage, le texte, l'art ne sont pas seulement des lieux

de circulation de valeurs d'échange. On ne reconnaît pas les valeurs d'usage des pratiques artistiques.

Par exemple : le théâtre pseudo-révolutionnaire utilise pour cela les mêmes formes que celle du théâtre des classes dominantes du passé et la classe dominante actuelle. (« Le mort saisis le vif »). Ils prennent une « institution » (héros, personnage, anecdote, représentation) et en changent le contenu.

Pourtant ce ne sont pas les hommes, les partis, les mots d'ordre qui fondent la nature de l'in-

stitution-instrument de domination (Etat par exemple). Pour un réel changement il faut briser l'institution.

Il s'agit de reconnaître la valeur d'usage d'une pratique artistique. Le langage ne sert pas qu'à échanger, il s'use.

Si nous oblitérons la valeur d'usage dans le domaine artistique, c'est que l'idéologie tient à nous la faire oublier. Une pratique qui use annonce la fin de la marchandise, la fin des séparations : représentation/vérité ; spectateur/acteur ; lecteur/écrivain ; corps/idée...

J.L. Borg

télévision

Lundi 3 mai

TF 1

18.15 A la bonne heure.
Les Français et l'épargne.

20.00 Journal.

20.30 L'inquiétante dame en noir, un film américain de Richard Quine (1961)

Avec Jack Lemmon, Fred Astaire...

22.20 Les lieux de Marguerite Duras.

Une émission de Michèle Porte qui nous fait découvrir le « monde du silence » Proper à Marguerite Duras (« India Song », « Détruire, dit-elle »).

A 2

20.00 Journal.
21.50 Alain Decaux raconte : la Galigai.

FR 3

19.40 Tribune libre.

Jacques Rueff, autrement dit le « papa » de Giscard en ce qui concerne les questions monétaires.

20.30 Un homme de trop, un film de Costa-Gavras avec Piccoli, Périer, Brial, Perrin, etc.

Un bon film sur la Résistance et un cas de conscience « embarrassant ».

22.20 Journal.



Le procès de Pierre Goldman

LA MACHINATION POLICIÈRE ?

Beaucoup d'hypothèses sont certes permises, mais, compte tenu des résultats d'une semaine de débats, celle de la manipulation policière est celle qui s'impose avec le plus de force. Les débats ont en effet montré quelle était la fragilité matérielle des charges retenues contre Pierre Goldman. Les témoignages qui, lors de l'instruction apparaissaient comme les plus convaincants se sont révélés, devant les jurés qui, pour une fois, participent, questionnent et abandonnent le rôle

de potiche qui leur est traditionnellement dévolu, plutôt inconsistants. Dans toute l'enquête policière menée par la brigade criminelle, on a privilégié l'idéologie sur les faits, les approximations sur les certitudes, les présomptions sur les preuves.

Logique policière

Les dépositions des amis antillais

de Pierre Goldman l'ont bien montré. Ainsi l'un d'eux déclare que l'interrogatoire auquel il a été soumis après l'arrestation de Pierre

Goldman s'est déroulé dans une telle ambiance de recherche d'un complice antillais que son témoignage « dégoûlait de peur ». Un

autre, devenu depuis inspecteur de police, ajoute : « Moi qui connais

maintenant les deux côtés, je sais de quoi je parle. » Ses déclarations de l'époque lui apparaissent incroyables, tant le style et le mode de pensée sont éloignés des siens. Passées à la moulinette de la logique policière, les déclarations les plus neutres deviennent de terribles accusations. Goldman était-il un révolutionnaire et pensait-il que la violence est nécessaire pour atteindre ses buts ? demande la police à un témoin. La réponse, affirmative, devient, dans le procès-verbal : « En tant que révolutionnaire, Goldman n'avait aucun respect de la vie humaine pour atteindre ses buts, ce qui le rend capable d'avoir commis ce double meurtre dont on l'accuse » ! Lumineuse logique construite sur l'extrapolation flicarde et la peur d'un témoin qui ne relit même pas ses déclarations, tant il craint d'être lui-même inculpé de complicité.

Une manœuvre ?

C'est parce que la défense, tout au long du procès, a magnifiquement démonté ce mécanisme que les charges retenues contre Pierre Goldman sont apparues bien fragiles. A l'issue d'une enquête bâclée, la brigade criminelle était si sûre de son fait qu'en accord avec

le juge d'instruction, elle n'a même pas jugé utile de procéder à la reconstitution sur les lieux ! En cette affaire, de toute évidence, la brigade criminelle s'est plus attachée à marquer une croix supplé-

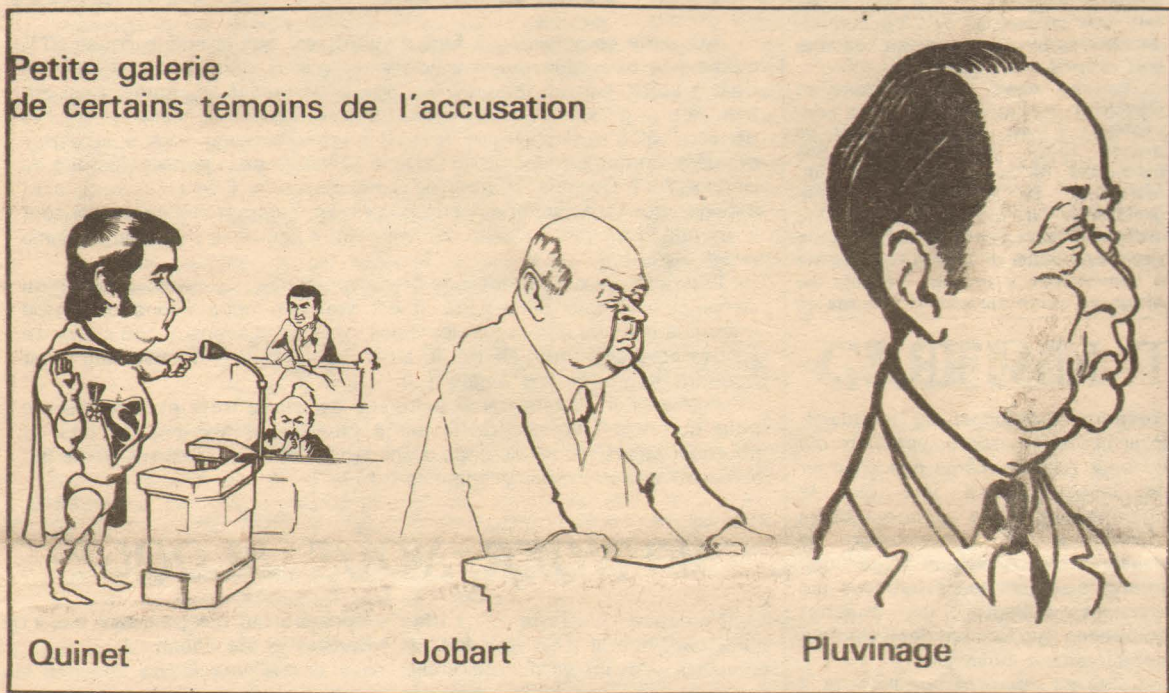
mentaire sur le tableau statistique des affaires calssées (ce tableau qui valorise un service et permet la promotion de ses membres) qu'à élucider les contradictions apparaissant en cours d'enquête. Aujourd'hui, démasquée par un accusé qui crie son innocence, n'a-t-elle pas été tentée de renverser la vapeur par une manœuvre de dernière minute afin de préserver sa réputation ?

Qui est X2 ?

Beaucoup pensent que le témoignage de Bender doit être compris dans ce contexte. Ou bien ce témoignage, ce lundi soir, apparaîtra à la Cour comme dénué de tout sérieux et ce ne sera qu'une péripétie de plus. Ou bien il apportera des éléments nouveaux - le nom de X2 par exemple, que la police connaît et qu'elle a pu donner à Bender - et le risque est grand de voir la Cour reporter le procès pour supplément d'information. C'est pour la défense et les amis de Pierre Goldman le principal danger d'un témoignage qui, indépendamment de son contenu, reviendrait à priver la défense des bénéfices de son travail de cinq jours, en reportant le procès devant une autre Cour et devant d'autres jurés. Pour Pierre Goldman, cela signifierait plusieurs mois d'attente supplémentaire avant d'être jugé. C'est ce que nous craignons tous.

Georges Marion

Petite galerie de certains témoins de l'accusation



BOURGOGNE-ELECTRONIQUE (DIJON)

L'UNITE RETROUVEE

On avait frisé la catastrophe, après que plusieurs militants de la CGT, aint voté au Comité d'Entreprise, le licenciement de Viellard, dirigeant de la CFDT et l'un des principaux cadres de la lutte. C'est ce que rappelait Paul Plagne, au nom de l'UD-CFDT, dans son intervention au meeting de la Bourse. D'emblée, il donnait le ton : « Pour nous, ce 1er Mai, c'est Viellard licencié ». Un détail montrait jusqu'où peut aller l'attitude de division de certains dirigeants syndicaux : Paul Plagne était obligé de réfuter par avance la thèse selon laquelle les délégués CFDT auraient pu voter le licenciement de Viellard. Pour qui connaît la section CFDT DE Bourgogne-Electronique, une telle mise au point était bien superflue, mais il aurait pourtant fallu la faire !.

Un licenciement qui en dit long !

« Nous avons en partie gain de cause et ce n'est pas fini... Nous pouvons rentrer la tête haute ». C'est ce que disaient les travailleurs de la BE en reprenant le travail, le mois dernier. Cinq semaines n'avaient pas émoussé leur combativité, bien au contraire. La direction s'y heurtait dans son projet revanchard de licenciement de 23 grévistes ; elle fit, alors courir le bruit qu'en contrepartie de la tête de Viellard, les 22 autres pourraient être sauvés. Rien d'étonnant, dans un tel contexte, à ce que certains militants de la CGT, habitués à une politique sectaire vis à vis de la CFDT et toujours prêts à débusquer

le « gauchiste casseur de la cgt », se soient « laisser aller » à voter avec la direction contre un travailleur.

L'unité retrouvée.

A la Bourse, en ce 1er Mai, tous approuvent les militants de la CFDT, expliquant leurs hésitations à appeler à cette manifestation de manière unitaire, mais aussi leur volonté de ne pas rompre l'unité syndicale et d'exiger de la CGT qu'elle s'explique.

Le représentant de la CGT prend alors la parole : l'ambiance est tendue et tous les présents sentent qu'il va se passer quelque chose d'important : ce qui est le cas. Celui-ci qualifie l'attitude de ceux

qui ont voté les licenciements de « pratiques anti-syndicales et anti-ouvrières ». La CGT se réunira dès lundi, annonce-t-il, pour régler cette question et des sanctions, pouvant aller jusqu'à l'exclusion, seront prises. Il explique enfin que la CGT, qui n'appartient à personne, ne peut être assimilée à quelques individus... « Très bien ! », commente un travailleur, dans la salle. Et, symboliquement cette unité retrouvée, c'est une travailleuse de la boîte qui prend la parole au nom des deux sections de l'entreprise. Aujourd'hui, c'est bvsemble que CGT et CFDT appellent devant la boîte à manifester contre les licenciements.

J.L.E. Correspondant.

POUR QUE ROUGE VIVE



ANCIEN TOTAL	92 069,60
F.T. Ouvrier Oloron	30,00
R.P. Surveillant Oloron	10,00
Diffuseurs Oloron	29,00
Souscription militante	2 500,00
Postier Tours	100,00
Métallio Tours	100,00
N.R. Tours	120,00
Sympathisants hospitaliers Tours	250,00
Diffuseurs Dijon	591,00
Diffuseurs Dôle	105,00
J.B. Gandelu	400,00
C.R. Central Sartrouville	240,00
C.R. Lycéen Sartrouville	12,00
EDF Chatou	400,00
Employée BNP Trappes	50,00
Famille B. Yvelines Versailles	200,00
Diffuseurs Yvelines	294,50
NOUVEAU TOTAL	97 501,10

Les chèques sont à libeller au nom de Pierrette CHENOT et à envoyer à Rouge, 2, rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil



BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN 300 F	200 F	500 F
6 MOIS 150 F	100 F	250 F
3 MOIS 80 F		130 F

Chèques à l'adresse de D. Bensaid, SANS AUCUNE AUTRE MENTION. (Pour les plis fermés, écrire au journal).